

fonction publique

CGFP
Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

numéro 242
novembre/
décembre 2015
47^e année
paraît 6 fois par an

Le fléau du terrorisme

Depuis notre rentrée sociale, deux événements majeurs ont marqué le domaine syndical: la mise en œuvre des réformes en matière statutaire et salariale à partir du 1^{er} octobre et la présentation du budget 2016 dit «de la nouvelle génération» – deux sujets qui contiennent assez d'éléments pour en faire un éditorial à part.

Cependant depuis le 13 novembre, le terrorisme est devenu une réalité macabre qui pèse sur la vie publique non seulement à l'étranger mais également chez nous. La tuerie criminelle contre la population de Paris a été en même temps une attaque directe contre les valeurs fondamentales de notre société occidentale et en appelle à la solidarité et à l'esprit de corps des peuples européens. La CGFP exprime sa sincère compassion aux nombreuses victimes innocentes de cet acte de barbarie ainsi qu'à leurs proches et rend hommage à ses collègues fonctionnaires français des forces de l'ordre qui, à plusieurs reprises déjà, ont dû faire face à des scènes de guerre.

Même si bon nombre de nos compatriotes bien-pensants estiment du fond de leur autosuffisance que le rôle des syndicats se limite à négocier des accords salariaux et à s'occuper des conditions de travail du secteur qu'ils représentent, il faudra les détromper: en tant que partenaires sociaux et forces vives de la nation, il incombe bel et bien aux syndicats de prendre position sur les sujets politiques et sociétaux d'actualité puisqu'ils sont membres à part entière de notre société. À l'heure actuelle où notre monde se voit attaqué par des fanatiques aveuglés par des divagations idéologiques et religieuses, trois aspects méritent notre attention:

1. Dès que nous nous trouvons en état de crise, qu'il s'agisse d'une crise économique ou, comme de nos jours, d'une menace de terrorisme internationale, nous avons besoin de «plus d'État» qui non seulement voit cette crise mais a aussi et surtout le devoir de protéger ses citoyens. D'habitude, la

population se sent plutôt importunée dès que l'État devient plus visible dans la vie quotidienne (réglementation, contrôles, immixtion dans la vie privée etc.). Or, avec l'intervention massive de l'État il y a quelques années pour assainir les banques privées après le crash de 2008 et avec les contrôles de police renforcés dans les villes et sur les frontières aujourd'hui, l'homme de la rue prend conscience du rôle-clé que l'État joue en temps de crise lorsqu'il s'agit de veiller à la sécurité de sa vie au quotidien et à la sauvegarde de son intégrité physique, morale et matérielle. Pour que l'État puisse assumer ces responsabilités, il lui faut une fonction publique motivée et efficace. C'est dans l'état actuel qu'il faut rappeler l'engagement essentiel de chaque agent public sans lequel l'État cesserait de fonctionner. Ce n'est guère le moment pour les responsables politiques de s'en prendre à celles et à ceux qui ont pour devoir et mission de sauvegarder l'ordre public et de défendre la sécurité nationale.

2. Les attaques islamistes visent entre autres à ébranler les fondements de nos valeurs souvent qualifiées d'«humanistes»: liberté, égalité, solidarité, tolérance. À y regarder de plus près, force est de constater que dans notre société où tout le monde se croit tout permis, où il n'existe guère de respect mutuel ou de respect devant les autorités publiques, où le contrat social est régulièrement mis en question, nos valeurs semblent se réduire souvent à des paroles creuses. Tant que certains, fixés sur la recherche du gain, piétinent sans vergogne ces valeurs en expédiant sur le carreau des gens sans défense – l'une des causes profondes de la crise économique de 2008 –, il sera impossible de resserrer les rangs autour d'une identité commune solide et d'affronter ensemble et d'une seule voix le fléau terroriste. C'est notamment dans l'affirmation de ces va-

leurs que l'État doit jouer un rôle important, en donnant l'exemple et en promouvant la solidarité et le dialogue. L'égalité des chances, l'indépendance et le code déontologique au sein de la Fonction publique ne doivent pas représenter un idéal à atteindre, mais une réalité. C'est le rôle de l'État, ensemble avec ses partenaires sociaux, d'œuvrer pour que tout le monde puisse avoir un emploi, de réduire le chômage, de prévenir l'échec scolaire et d'éviter que les jeunes ne se retrouvent marginalisés et ne deviennent une proie facile pour la radicalisation.

3. Finalement, les États nationaux devront s'efforcer à promouvoir davantage l'idée d'une Europe unie et à réduire l'euroscepticisme qui rend notre société occidentale vulnérable face aux grands défis qu'il faut affronter aujourd'hui et certainement demain. Que l'union fasse la force est bien connu, mais cette

union doit s'exprimer et se réaliser davantage dans le rapprochement des peuples issus d'une même culture. La gestion de la crise des migrants sur notre continent démontre clairement que l'Europe est encore assez loin de représenter une véritable communauté capable de faire face aux problèmes qui se posent. Inutile de préciser qu'également le combat contre le terrorisme exige une étroite collaboration entre les différents pays de l'UE ainsi qu'une union morale entre les populations.

Pour l'instant, il ne s'agit pas seulement de nous protéger contre la terreur mais également de vaincre la peur. En fait, l'heure d'un «plus d'État» a sonné et nous faisons bloc avec nos collègues fonctionnaires et employé/e/s de l'État qui sont en première ligne pour assurer une vie quotidienne aussi normale que possible.

Claude HEISER



**fonction
publique**

Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

CGFP

Éditeur: CGFP
488, route de Longwy,
L-1940 Luxembourg
Tél.: 26 48 27 27-1 – Fax: 26 48 29 29
E-mail: cgfp@cgfp.lu
Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30
La reproduction d'articles, même
par extraits, n'est autorisée qu'en
cas d'indication de la source.
Les articles signés ne reflètent pas
nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYÉ
P/S. 141



L'évasion est proche

LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP

**OUVERT
LE SAMEDI MATIN**



LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h

„Reform in allen Bereichen umsetzen“

Aus der 49. CGFP-Vorstandskonferenz

Am vergangenen 7. Dezember versammelten sich die Mitgliedsorganisationen der CGFP anlässlich der alljährlichen CGFP-Vorstandskonferenz im Parc Hotel Alvisse in Dommeldingen. Im Rahmen der luxemburgischen EU-Ratspräsidentschaft und anlässlich des 25. Jahrestags der Europäischen Union der Unabhängigen Gewerkschaften überbrachte nach einleitenden Worten von CGFP-Präsident Emile Haag auch der Generalsekretär der CESI, Klaus Heeger, ein Grußwort.

CGFP-Generalsekretär Romain Wolff thematisierte die Ereignisse des vergangenen Jahres, dazu zählten insbesondere die Berufskammerwahlen, die im März 2015 abgehalten wurden und aus denen die CGFP wieder einmal als großer Gewinner hervorging. Dieser Erfolg bestätige jedes Mal aufs Neue ihre nationale Repräsentativität.

Gemeinsam mit der FGFC, mit der man auf eine langjährige exzellente und kollegiale Zusammenarbeit zurückblicken könne, stelle die CGFP in der Berufskammer des Öffentlichen Dienstes, Chfep, 25 der 27 Sitze für die nächsten 5 Jahre. Dies allein müsse ein sehr klares Zeichen darstellen.

Des Weiteren wurde das vergangene Jahr stark durch die Diskussionen rund um das Ausländerwahlrecht und die luxemburgische Nationalität gekennzeichnet. Erst kürzlich brachte der Vorentwurf über das Nationalitätengesetz diese Debatte wieder in Gang. Die CGFP sei nach wie vor der Meinung, dass eine bessere Integration unserer ausländischen MitbürgerInnen und eine vermehrte Teilnahme am politischen Geschehen ihrerseits über den Weg der luxemburgischen Staatsbürgerschaft, also auch über eine eventuelle doppelte Nationalität, führen solle. Nach der Präsentation des Vorentwurfs zum Gesetz über die luxemburgische Staatsangehörigkeit sei nun klar geworden, dass die Regierung ihren Weg nicht alleine gehen wolle, sondern einen größtmöglichen Konsens erstrebe. Vor der Hinterlegung eines definitiven Gesetzentwurfs in der Abgeordnetenversammlung werde es also voraussichtlich noch reichlich Diskussionen und Gelegenheiten zum Ändern einiger Punkte geben, um die Finalität der Reform zu erfüllen, die da laute: „...de favoriser l'intégration sociétale et politique des citoyens non-luxembourgeois au Luxembourg ainsi que de renforcer la cohésion au sein de la communauté nationale.“ Mit dieser Finalität sei die CGFP einverstanden.

Weniger einverstanden sei sie jedoch mit der Tatsache, dass die Regierung ein Herabsetzen der Sprachkenntnisse im Luxemburgischen plane, die benötigt sind, um die Staatsbürgerschaft zu erhalten. So sehe der aktuelle Vorentwurf vor, die sprachlichen Kompetenzen beim „Verstehen“ der luxemburgischen Sprache von heutzutage B1, einem nicht übertrieben hohen und komplizierten Schwierigkeitsgrad, auf A2 herunter zu senken. Dieses Niveau sei in den Augen der CGFP jedoch nicht ausreichend, besonders da die Sprache als ein sehr wichtiger, wenn nicht sogar als der wichtigste, Integrationsfaktor fungiere, meinte Romain Wolff und appellierte nochmals an die Regierung, in diesem Bereich keine weiteren Verschlechterungen hinein zu bringen.

Des Weiteren belichtete der CGFP-Generalsekretär die finanzielle Situation des Landes und forderte angesichts der deutlich verbesserten Zahlen eine unverzügliche Abschaffung der 0,5%-Steuer auf den 1. Januar 2016. Diese Abgabe empfand die CGFP von Anfang an als sozial ungerecht, da sie nur von den natürlichen Personen getragen wird und darüber hinaus nicht einmal progressiv agiert. Eine vorzeitige Aufhebung der selbigen (die Regierung plant bekannt-



lich die 0,5%-Steuer mit dem Inkrafttreten der Steuerreform am 1. Januar 2017 zu entfernen) setze endlich einmal ein richtiges Signal zur Stärkung der Kaufkraft der privaten Haushalte, besonders in Anbetracht aller Sparmaßnahmen, die 2015 auf sie zukamen (Erhöhung der Mehrwertsteuer, Abschaffung der Erziehungs- und Mutterschaftszulagen, eine Verschlechterung beim Kindergeld usw.).

All diese Maßnahmen gingen ausschließlich zu Lasten der natürlichen Personen, also auch der Staatsbeamten und -angestellten. Dieses ganze „Schlamassel“ habe übrigens in dem Moment angefangen, da die vorige Regierung 2009 entschied, Abbau im öffentlichen Dienst zu betreiben, und insbesondere durch ihr Vorhaben, die Anfangsgehälter herabzusetzen (was dank dem Widerstand der CGFP nicht gänzlich gelang) sowie der Einführung einer völlig subjektiven, sinn- und zwecklosen Bewertung, mit der die Beamten ebenso wie die Leiter der Verwaltungen nichts anderes als geplatzt würden. Die aktuelle Regierung setze diesen Trend fort durch gezielte Einzelmaßnahmen, eine klare Salami-taktik also, die weiteren Sozialabbau im öffentlichen Dienst bedeute. Darüber hinaus seien viele dieser Bestimmungen nicht einmal im Sozialdialog zu Stande gekommen.

Dies gelte sowohl für das sogenannte „trimestre de faveur“ als auch für das Herabsetzen des Kilometergeldes. In Anbetracht der Realität hätte das Kilometergeld eher auf 0,5€ angehoben werden müssen, als dass es auf 0,3€ gesenkt wurde, nur um blind zu sparen. Auch diese Anordnung sei kontraproduktiv und vollkommen inakzeptabel, so Romain Wolff. Außerdem würde hier nicht nur auf Kosten der Staatsbediensteten gespart, sondern auch der Privatangestellten, da ja auch in ihrem Sektor dieser Betrag auf 0,3€ reduziert werde.

Das Gleiche gelte für die leidige Diskussion rund um die Dienstwohnungen: Die Betroffenen bekamen bekanntlich von einem Tag auf den anderen mitgeteilt, dass sie ein Vielfaches der bisherigen Miete zahlen sollten, nur weil die Regierung sparen wolle. Auch in diesem Punkt verlange die CGFP, dass die Regierung sich diesen Schritt noch einmal überlege, und dass sie zur Tradition des sozialen Dialogs zurückfinde, so wie er vor dem Sparpaket zwischen den Sozialpartnern bestand. Nur auf diese Weise könne man den sozialen Frieden im Land erhalten.

Das wohl wichtigste Ereignis für die CGFP war 2015 die Umsetzung der Reform im öffentlichen Dienst. Ein Gesetz, das – nach Jahren schwieriger und langwieriger Verhandlungen, in denen die damalige Regierung nichts Anderes im Sinne hatte, als massiven Abbau im öf-

fentlichen Dienst und die CGFP ganzen Widerstand leistete, um das Schlimmste zu verhindern – am 25. März dieses Jahres in der Abgeordnetenversammlung angenommen wurde. Ein Gesetz, das sicherlich nicht jeden zufriedenstelle, das aber viele positive Aspekte beinhalte, so beispielsweise die sogenannten „avancements automatiques“, die Altersteilzeitarbeit oder die Teilzeitarbeit aus gesundheitlichen Gründen. Nicht verwunderlich sei die Tatsache, dass die CGFP noch immer nicht einverstanden sei mit einem Bewertungssystem das, auch wenn es fast auf ein Nichts zurückgeschraubt wurde, unumgänglich zu einem schlechten Arbeitsklima in den Verwaltungen führe. Dieses System gehöre abgeschafft, bevor es überhaupt eingeführt werde.

Außerdem zeige sich nun, dass noch sehr viele Fragen nicht geklärt seien. Es bestünden noch viele Probleme, die schnellstmöglich aus dem Weg geräumt werden müssten, damit keine Ungerechtigkeiten bei der Aufwertung einzelner Karrieren, insbesondere zwischen langjährigen und jüngeren Mitarbeitern, entstünden. Dies gelte übrigens auch für den Fall, dass für den Aufstieg in einer Karriere ein bestimmtes Diplom benötigt werde, dass die Betroffenen dieses auch anerkannt bekämen, was bis jetzt noch längst nicht überall der Fall sei. Absolut überflüssig seien schlussendlich Vorgaben wie Mitarbeitergespräche, eine Evidenz in einem normal funktionierenden Arbeitsumfeld, die enorm Zeit kosteten, sowohl für denjenigen, der sie führen müsse, als auch für seinen Gesprächspartner, und so gut wie keinen Mehrwert brächten. Auch sie gälten abgeschafft, bevor sie die Tätigkeit in den Verwaltungen komplett lahmgelegt hätten. Der Gipfel des Unerhörten stellten jedoch einige öffentliche Einrichtungen, „établissements publics“, dar, die sich weigerten, verschiedene, für ihre Mitarbeiter vorteilhafte Bestimmungen (z.B. die „avancements automatiques“) umzusetzen. Aus einem Mangel an Lust oder Bereitschaft sei dahingestellt, so Romain Wolff, der in diesem Rahmen insbesondere die Sparkasse erwähnte.

Es könne doch nicht sein, dass ein Abkommen mit der Regierung nicht in allen Punkten eingehalten werde. Die CGFP fordere die Regierung deswegen auf, in dieser Angelegenheit einzugreifen, damit alle Vereinbarungen mit der politischen Führung, und ganz besonders die positiven Punkte, ohne Ausnahme in allen öffentlichen Einrichtungen Anwendung fänden.

Eins sei richtig: Die Regierung habe einen Haushaltsplan der Kontinuität verabschiedet, und zwar der Kontinuität bei den Sparmaßnahmen.

Des Weiteren sei es ein Anachronismus, dass gerade Alleinerziehende in

die Steuerklasse 1A eingestuft würden und somit mehr Steuern zahlten, als wenn sie noch verheiratet wären. Dieser Umstand sei in der heutigen Gesellschaft nicht mehr zeitgemäß und müsse schnellstmöglich geändert werden. Das Gleiche gelte für die Steueramnestie, die wegen eines Gedächtnisschwunds einiger Steuerzahler (oder Nichtzahler) nun von der Regierung eingeführt werden soll. Obwohl diese Taktik nichts grundlegend Neues darstelle, so sei die Bestimmung, nach der Gelder, die man auf ausländischen Bankkonten angelegt und vielleicht „vergessen“ hat zu deklarieren, mit einem Zusatz von „enormen“ 10% als Strafe versteuert würden, ganz einfach ein Witz, und zwar ein sehr schlechter. Steuergerechtigkeit sehe anders aus.

In der, für 2017 geplanten, grundlegenden Steuerreform müsse nun schließlich die Mittelschicht massiv entlastet werden. Sollte dem nicht so sein, und sollte das bestehende Ungleichgewicht zwischen den privaten Haushalten und den Unternehmen sich noch weiter vergrößern, zögere die CGFP nicht einen Augenblick, sich, in Kooperation mit anderen Gleichdenkenden, in der Öffentlichkeit vehement und mit allen ihr zur Verfügung stehenden Mitteln dagegen zu wehren. Mit einseitigen Steuerbelastungen, auf Kosten der natürlichen Personen, sei nun endlich Schluss!

Darüber hinaus sei es falsch zu behaupten, dass der luxemburgische öffentliche Dienst zu teuer sei. In der Tat sei er einer der billigsten und effizientesten, vernünftig in seinen Forderungen, im Interesse des Staats und des ganzen Landes. Die Qualität der öffentlichen Dienstleistungen sei überdies eine unerlässliche Voraussetzung für den Erhalt des sozialen Friedens.

Abschließend forderte Romain Wolff die Regierung dazu auf, angesichts der verbesserten finanziellen Lage des Staats, ihre Sparmaßnahmen zurück zu schrauben und endlich die Kaufkraft der privaten Haushalte zu stärken und die nationalen wirtschaftlichen Aktivitäten zu unterstützen. Die CGFP sei ihrerseits bereit, sich massiv gegen weitere Sparmaßnahmen zu wehren, die einzig und allein die Arbeitnehmer belasteten, anstatt dass sie das Wirtschaftswachstum wieder ankurbelten.

p.r.

Erwähnen wir der Vollständigkeit halber, dass die im Anschluss an die Ausführungen des CGFP-Generalsekretärs der CGFP-Vorstandskonferenz vorgelegte Resolution einstimmig angenommen wurde. In unserer Januar-Ausgabe werden wir noch einmal im Detail auf die 49. CGFP-Vorstandskonferenz zurückkommen.

Das A und O der Dienstrechtsreform (3)

Die Reform im öffentlichen Dienst

Führung durch Zielvereinbarung

Am 24. März gab die Abgeordnetenkammer grünes Licht nicht nur für die Umsetzung des Gehälterabkommens, sondern auch für die Reform im öffentlichen Dienst. Die geplanten Neuregelungen traten bekanntlich am 1. Oktober 2015 in Kraft. Diese teilweise tiefgreifenden Änderungen betreffen alle Bereiche des öffentlichen Dienstes und rufen angesichts ihrer Tragweite bei so manchem wohl ein Gefühl der Verunsicherung hervor. „fonction publique“ widmet sich in einer Artikelreihe, ohne den Anspruch auf Vollständigkeit zu erheben, der Reform im öffentlichen Dienst und beleuchtet ausführlich die großen Veränderungen in den Bereichen: Gehälter und Karriere, Rekrutierung, Führung durch Zielvereinbarung, der individuelle Arbeitsplan sowie das dazugehörige Bewertungssystem. Im dritten Beitrag innerhalb dieser Serie lesen Sie nun, wie die sogenannte „gestion par objectifs“, die Führung durch Zielvereinbarung, funktionieren soll.

Die Leistungsfähigkeit der verschiedenen Verwaltungen und der einzelnen Staatsbediensteten soll von nun an durch das Setzen von Zielvorgaben geführt und gemessen werden. Dieses zielgerichtete „Management“ läuft in der Regel jeweils über eine Zeitspanne von drei Jahren, der sogenannten „période de référence“. Für Praktikanten beträgt dieser Bezugszeitraum nur ein Jahr. Die Objektivität, die nach diesen drei Jahren zu erreichen sind, werden nach folgenden Kriterien festgelegt:

- Das Arbeitsprogramm der Verwaltung („programme de travail“);

- Ein detaillierter Organisationsplan der Verwaltung („organigramme“);
- Eine genaue Stellenbeschreibung;
- Das individuelle Mitarbeitergespräch zwischen dem Staatsbediensteten und seinem Vorgesetzten;
- Der individuelle Arbeitsplan des Bediensteten („plan de travail individuel“).

Die erste Referenzperiode nahm ihren Anfang am 1. Oktober 2015 und wird am 31. Dezember 2018 enden, sie dauert also ausnahmsweise einige Monate länger als geplant, bedingt durch die kürzliche Umsetzung der Reform im öffentlichen Dienst. Danach beträgt die Zeitspanne der „période de référence“ dann jeweils exakt drei Jahre (01.01.2019 – 31.12.2021; 01.01.2022 – 31.12.2024 usw.).

Das sogenannte „Organigramm“ wird von der Direktion einer Verwaltung erstellt und definiert ihre Zusammensetzung. Dieser Organisationsplan beinhaltet demnach die Struktur der Verwaltung, die verschiedenen Abteilungen und Dienstleistungen, die hierarchischen und organisatorischen Beziehungen, die führenden Positionen („postes à responsabilité particulière“) und definiert eine Personalvertretung sowie die Aufgabenbereiche der Staatsbediensteten.

Um einen Posten im Organigramm zu positionieren, ist diesbezüglich eine genaue Stellenbeschreibung vonnöten. Diese ist nicht an die Referenzperiode gebunden und beschreibt die Hauptbeschäftigung eines Postens sowie die erforderlichen Voraussetzungen zur Besetzung desselbigen. Dazu zählen die theoretischen und praktischen Sachkenntnisse, die der Staatsbedienstete braucht, um den Anforderungen der

Arbeitsstelle gerecht zu werden, jedoch auch die sozialen Kenntnisse, um einen professionellen Umgang am Arbeitsplatz zu gewährleisten.

Die Verwaltung muss sich zudem einen eigenen Arbeitsplan geben, in dem festgehalten ist, welche Strategie und welche Ziele sie während der Referenzperiode zu verfolgen beabsichtigt. Potentielle Risiken und Hindernisse und ihre Lösungen sowie die möglichen Auswirkungen auf Qualität und Rentabilität der verschiedenen Dienstleistungen müssen definiert werden. Darüber hinaus sollen die geplanten erforderlichen finanziellen, technologischen und personellen Ressourcen aufgelistet werden. Während dieses dreijährigen Zeitraums sollen die Fortschritte bei der Umsetzung der Zielsetzungen gemessen und, wenn nötig, Verbesserungen erwogen werden. So soll die Direktion einen detaillierten Gesamtblick über das Geschehen in ihrer Verwaltung erhalten und in der Lage sein, die Aktivitäten nach Dringlichkeit und verfügbaren Ressourcen zu ordnen.

Dieser Arbeitsplan der Verwaltung dient als Basis für den individuellen „plan de travail“, der in Mitarbeitergesprächen zwischen dem Staatsbediensteten und seinem Vorgesetzten ausgearbeitet wird. Der individuelle Arbeitsplan überträgt die Aufgaben und Zielsetzungen der Verwaltung auf den Einzelnen – eine Praxis, der die CGFP noch immer mehr als skeptisch gegenübersteht.

Während der ersten Referenzperiode, die wie gesagt am 1. Oktober begann, erfolgte ausnahmsweise auch ein Mitarbeitergespräch zu Anfang dieses Zeitraums, um die Zielsetzungen für die nächsten drei Jahre zu definieren. Von nun an werden diese Gespräche allerdings nur noch während des letzten

Jahres des Bezugszeitraumes stattfinden. Für Staatsbeamte und -angestellte, die soeben erst ihren Dienst angetreten haben, ist ein Mitarbeitergespräch allerdings schon während der ersten drei Monate nach ihrer Nominierung Pflicht und für Praktikanten sogar im ersten Monat nach Anfang ihrer „Stage“-Zeit. Letztere müssen bis zum Ende ihrer Ausbildung jährlich an einem solchen Gespräch teilnehmen. Dabei ist es dem Arbeitnehmer freigestellt, ob er einen Kollegen aus seiner Verwaltung hinzuziehen will, ebenso kann der Verwaltungschef entscheiden, an dieser Besprechung teilzunehmen.

Hier soll der Staatsbedienstete seine Meinung zu den Entwicklungen in seiner Verwaltung mitteilen können und mit seinem Vorgesetzten erkunden, inwiefern er den Zielsetzungen in seinem individuellen Arbeitsplan nachkommen konnte. Dadurch soll sich herauskristalisieren, von welchen Weiterbildungen der Bedienstete in Zukunft profitieren könnte, wie er sich während der vorausgegangenen drei Jahre in seinem Berufsumfeld entwickelt hat (durch einen Wechsel zu anderen Aufgabenbereichen oder in eine andere Karriere) sowie sein Wohlergehen und seine Zufriedenheit am Arbeitsplatz.

Anhand der Ergebnisse dieser drei, den Staatsbediensteten betreffenden, Punkte, also die genaue Stellenbeschreibung, das individuelle Mitarbeitergespräch zwischen dem Arbeitnehmer und seinem Vorgesetzten und der individuelle Arbeitsplan, wird der Staatsbeamte oder -angestellte schließlich bewertet.

Wie dieses Bewertungssystem funktionieren soll, lesen Sie in der nächsten Ausgabe von „fonction publique“. p.r.

CSV-Fraktion zum Gespräch bei der CGFP-Exekutive



Sozialpolitische Aktualitätsthemen standen im Mittelpunkt einer Unterredung zwischen der CSV-Fraktion und der CGFP-Exekutive

Zu einem ausgedehnten Gedankenaustausch traf die CSV-Fraktion am Montag, dem 7. Dezember 2015, mit der CGFP-Exekutive zusammen.

Im Mittelpunkt des Gespräches standen sozialpolitische Aktualitätsthemen wie u.a. das von der Regierung vorgelegte Vorprojekt zum Nationalitätengesetz, wobei sich die CGFP-Spitze einmal mehr in aller Deutlichkeit gegen eine weitere Lockerung der Sprachkompetenzen zur Erlangung der luxemburgischen Staatsbürgerschaft aussprach.

Der vom Finanzminister vorgelegte Entwurf zum Staatshaushalt wurde ins-

gesamt als „inkomplett“ gewertet, da einerseits die Ausgaben für Familienpolitik fehlten, andererseits, in der auf mehrere Jahre ausgerichteten Vorlage, die für 2017 vorgesehene grundlegende Steuerreform nicht einmal Berücksichtigung gefunden habe. Die CGFP-Vertreter sprachen sich einmal mehr für eine deutliche Entlastung der privaten Haushalte, u.a. durch eine längst überfällige Anpassung der Steuertabelle an die Inflation, aus. Schwer tue man sich auch mit der Aussage auf Regierungsseite, die Unternehmen sollten durch eine Herabsetzung des nominalen Steuersatzes wettbewerbsfä-

higer werden, wenn sie – nach jüngsten Erhebungen – bereits heute im internationalen Ranking weit oben rangierten.

Bezüglich der Reform im öffentlichen Dienst prangerte die CGFP die zahlreichen Hürden bei deren praktischer Umsetzung an. Äußerst skeptisch steht die CGFP beispielsweise nach wie vor dem im Reformvorhaben enthaltenen Bewertungssystem gegenüber, weswegen sie auch jetzt noch dessen Abschaffung fordere, am besten noch, bevor es überhaupt erst angewandt werde.

s.h.

CGFP

Werden Sie
noch heute
Mitglied der CGFP



«Favoriser davantage les investissements publics»

La Chambre des fonctionnaires et employés publics se prononce sur le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2016

Problèmes méthodologiques

Les méthodes d'évaluation du solde structurel utilisées par le gouvernement dans le cadre de la procédure budgétaire varient et rendent ainsi difficiles toutes analyses ou prévisions fiables. Le gouvernement devrait donc définir une méthode pertinente adaptée à la petite économie ouverte qu'est le Luxembourg et s'y tenir.

Problèmes idéologiques

Dans le cadre de sa politique budgétaire, le gouvernement applique presque aveuglément les choix idéologiques néolibéraux de la Commission européenne en essayant de respecter à tout prix les critères du Pacte de stabilité et de croissance. Mais il devrait en fait favoriser davantage les investissements publics plutôt que demander aux consommateurs de se serrer encore la ceinture. De plus, la Chambre des fonctionnaires et employés publics est d'avis que les investissements publics, en tant que source de productivité future et donc de bien-être pour les générations à venir, devraient être exclus du calcul des déficits publics.

Un budget incomplet

La Chambre constate que le projet de budget 2016 et le projet de budget pluriannuel pour la période 2015-2019 ne chiffrent pas l'impact sur les finances publiques de certaines réformes entamées par le gouvernement, notamment dans le domaine de la politique familiale, dont les réformes en matière de prestations familiales et de congé parental. Étant donné que les mesures prévues par ces réformes auront cependant un impact financier qui n'est certainement pas négligeable, les chiffres reproduits dans les projets de budgets précités ne correspondent donc pas à la réalité, ce qui est plus que critiquable.

Dépenses budgétaires

Pour une relance des investissements

La Chambre des fonctionnaires et employés publics tient à souligner l'effet subversif des politiques d'austérité sur la population, sur l'emploi, sur la protection et la cohésion sociale, sur la santé et sur l'égalité d'accès aux soins, à l'éducation et à tous les services publics en général. Elle prend comme exemple la Grèce où les politiques d'austérité ont davantage plongé le pays dans la récession, alors qu'en Islande, la relance par l'investissement a permis de renouer avec la croissance.

La Chambre marque donc son soutien aux dépenses d'investissement dans les infrastructures publiques prévues par le projet de budget 2016, dépenses qui permettront à la fois de soutenir l'activité économique et d'assurer un développement cohérent des équipements et infrastructures au regard des besoins futurs de la population.

Le recours à un emprunt pluriannuel de 1,5 milliard d'euros qui est prévu dans le projet de budget est justifié. La Chambre estime toutefois que l'État devrait favoriser le recours aux emprunts obligataires en mobilisant l'épargne populaire. Plutôt que de soutenir davantage les marchés financiers, l'État devrait ainsi recourir en priorité à des emprunts obligataires ouverts aux investisseurs particuliers pour leur permettre de placer leur épargne dans des titres fiables qui contribueront à financer les investissements publics moyennant à la fois un rendement intéressant pour les obligataires et un coût réduit pour l'État.

Dettes publiques et hausse des transferts courants

Malgré une forte augmentation depuis 2008, le niveau de la dette publique reflète essentiellement l'endettement de l'Administration centrale et des communes, mais il reste largement compensé par les excédents de la Sécurité sociale qui dépassent nettement le taux d'endettement de l'Administration publique.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics fait remarquer que la Sécurité



rité sociale est financée par des recettes de cotisations et des transferts provenant de l'Administration centrale dont le niveau est principalement déterminé par la masse salariale. Le niveau de financement des communes par l'Administration centrale dépend, quant à lui, de certains impôts. Ces paramètres ayant augmenté, les transferts en faveur des communes et de la Sécurité sociale ont également augmenté de façon mécanique et ont artificiellement creusé le déficit de l'Administration centrale, tout en permettant à la Sécurité sociale de dégager des bénéfices qui peuvent alimenter le Fonds de compensation de la Sécurité sociale en vue de financer les paiements futurs liés aux pensions.

L'augmentation du volume des transferts courants ne constitue donc pas, à ce stade, un risque pour la situation budgétaire et il est nettement plus pertinent d'évaluer la situation du Luxembourg au niveau de l'Administration publique dans son ensemble plutôt qu'au seul niveau de l'État central. Cette méthode d'évaluation permet une appréhension plus réaliste des finances publiques.

La dette publique luxembourgeoise, trois fois moins élevée que la dette moyenne des pays européens, ne constitue donc en aucun cas un fardeau pour les générations futures, dans la mesure où elle permet de soutenir la croissance et l'emploi tout en finançant des investissements au profit de la population.

Effectifs dans la fonction publique

Le gouvernement annonce dans le cadre du projet de budget une augmentation des effectifs pour l'Enseignement et la Police Grand-Ducale. Cette annonce est pourtant en contradiction avec les budgets réellement alloués aux rémunérations des agents de l'État ainsi qu'avec les instructions données aux départements ministériels dans le cadre des travaux de préparation du projet de budget. En effet, les ministères étaient invités à une «modération très stricte au niveau des nouveaux engagements de personnel» et ils devaient présenter «une liste des départs programmés avec des propositions des non-remplacements envisagés» dans l'optique d'un non-renouvellement des postes libérés par les départs à la retraite.

Selon le projet de budget, les dépenses de rémunération pour les agents de l'État n'augmenteraient que de 2,9% en 2016 par rapport à 2015. Sachant que la seule incidence du glissement des carrières engendre mécaniquement une augmentation annuelle des dépenses de rémunération, évaluée par le gouvernement à 1,2%, et qu'une nouvelle indexation des salaires de 2,5% devrait intervenir en 2016, les prévisions budgétaires révèlent en réalité, non pas une augmentation des effectifs, mais une réduction au niveau de l'ensemble des administrations publiques, essentiellement donc par le biais du non-remplacement des postes libérés par les départs à la retraite.

En outre, la Chambre des fonctionnaires et employés publics estime que, plutôt que

de recourir à des consultants externes, issus du secteur privé, pour répondre aux besoins des administrations, le gouvernement devrait confier les missions qui incombent à celles-ci aux seuls agents de l'État.

Recettes budgétaires

Abolition de l'impôt d'équilibre budgétaire temporaire

Au niveau des recettes, l'augmentation de la masse salariale ainsi que l'introduction de l'impôt d'équilibre budgétaire temporaire en 2015 ont alimenté une hausse des recettes d'impôts courants excédant les prévisions. La Chambre des fonctionnaires et employés publics constate que l'impôt d'équilibre budgétaire a permis d'augmenter davantage la contribution des personnes physiques (qui n'ont d'ailleurs bénéficié d'aucune indexation des salaires depuis octobre 2013) aux efforts de redressement des finances publiques, alors que les personnes morales ne se sont vu imposer aucun effort supplémentaire.

En raison de l'amélioration des finances publiques, la Chambre demande donc la suppression de cette taxe socialement injuste dès 2016.

Efforts de la fonction publique

La Chambre des fonctionnaires et employés publics tient à rappeler qu'en acceptant, en 2012, de repousser de deux ans la mise en œuvre de l'accord salarial dans la fonction publique (qui impliquait une prime unique ainsi qu'une revalorisation du point indiciaire servant de base au calcul de la rémunération), cette dernière avait déjà rogné de façon conséquente sur ses perspectives d'évolution salariale pour contribuer à l'assainissement des finances publiques.

Avec le paquet d'avenir, présenté par le gouvernement en 2014, la fonction publique a cependant dû payer un lourd tribut aux mesures d'économies budgétaires, notamment avec l'abolition du trimestre de faveur et la suppression des logements de service, et plus récemment encore avec la réduction de l'indemnité kilométrique pour voyages de service de 40 à 30 centimes d'euros. La Chambre demande au gouvernement de revenir sur cette dernière mesure et d'augmenter même l'indemnité kilométrique à 50 centimes d'euros.

Logement

Le projet de budget 2016 prévoit d'assigner environ 201 millions d'euros au Ministère du Logement, une augmentation de 50,5 millions d'euros, soit environ 33,5% supplémentaires par rapport au budget voté 2015.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics soutient cette augmentation du budget en faveur de la construction de logements, mais également la hausse des crédits en faveur des agences immobilières sociales. Les terrains disponibles pour la construction étant détenus à 94% par des personnes privées, une collaboration étroite entre les services sociaux et les propriétaires de terrains ou de logements

vacants semble indispensable pour augmenter l'offre locative.

Les seuls investissements publics ne suffiront cependant pas à couvrir les besoins en logements. Par ailleurs, concernant la construction de logements sociaux, la Chambre des fonctionnaires et employés publics tient à souligner la nécessité d'encourager la mixité sociale afin d'éviter toute exclusion des familles les moins favorisées.

En outre, afin de tenir compte de l'évolution des prix du logement et de faciliter l'accès à la propriété, la Chambre estime que le plafond d'application du taux super-réduit de la TVA-logement devrait être doublé.

Enfin, parmi les mesures qui pourraient contribuer à une détente au niveau des prix de l'immobilier, la Chambre des fonctionnaires et employés publics signale qu'elle plaide depuis plusieurs années pour une adaptation de l'impôt foncier.

Fiscalité

Pour une réforme fiscale ambitieuse

La Chambre des fonctionnaires et employés publics se prononce en faveur d'une vraie réforme fiscale mettant fin aux désuétudes et distorsions, une réforme digne de ce nom, allant au-delà de simples adaptations ponctuelles de la législation en vigueur. Pour réaliser une telle réforme, il faudrait tout d'abord se débarrasser des lois fiscales introduites par l'occupant allemand au début des années 1940 et maintenues en vigueur au lendemain de la Libération.

Impôt sur le revenu des personnes physiques

Concernant l'impôt sur le revenu des personnes physiques, la Chambre des fonctionnaires et employés publics se prononce de manière catégorique contre tout élargissement de la base imposable moyennant abolition ou réduction des frais d'obtention, des dépenses spéciales et des charges extraordinaires déductibles. Au contraire, elle demande que le gouvernement augmente enfin les plafonds déductibles des intérêts débiteurs et des primes d'assurance décès solde restant dû sur l'habitation personnelle du contribuable, pour tenir compte de l'évolution des prix de l'immobilier au Luxembourg et des prêts sollicités par les acquéreurs.

La Chambre demande en outre que le barème de l'impôt sur le revenu soit enfin adapté à l'évolution du coût de la vie cumulé depuis 2009, l'année de la dernière adaptation. Elle se prononce également en faveur d'une progressivité décalée vers les tranches supérieures, afin d'amenuiser le «Möttelstandsbockel», par l'ajout de tranches supplémentaires au barème de l'impôt sur le revenu.

Enfin, la Chambre des fonctionnaires et employés publics tient à insister sur la nécessité impérieuse d'alléger la charge fiscale des familles monoparentales tombant sous la classe d'impôt 1a. Il semble, en effet, inconcevable que les personnes élevant seules un ou plusieurs enfants (en majorité des femmes) paient, à revenu égal, entre 2 et 2,5 fois plus d'impôts sur le revenu qu'un couple marié. La Chambre propose l'abolition pure et simple de cette classe d'impôt et l'application d'office, aux familles monoparentales et aux personnes veuves, de la classe d'impôt 2.

Impôt sur le revenu des collectivités

La Chambre des fonctionnaires et employés publics se prononce contre un abaissement du taux de l'impôt sur le revenu des collectivités si la base imposable ne sera pas élargie au plan national.

Comme la Chambre se prononce en faveur d'une plus forte imposition du capital, tout en allégeant l'imposition du travail, elle propose de soumettre tous les revenus de capitaux à la contribution à l'assurance dépendance dans le cadre de la réforme de celle-ci ou de la réforme fiscale annoncée pour 2017.

StandPunkte

Luxemburg hat den Vorsitz des Europäischen Rates in der zweiten Jahreshälfte 2015 inne. Und erneut konnte sich unsere Regierung auf einen kompetenten und motivierten öffentlichen Dienst verlassen, um ihre Vorgaben, die anfallenden Aufgaben und Herausforderungen, zur vollsten Zufriedenheit zu bewältigen. Ein öffentlicher Dienst, der es durchaus mit größeren Ländern aufnehmen kann und mit wenigen Mitteln Beachtliches leistet. Ein öffentlicher Dienst, der trotzdem von interessierter Seite in eigennütziger Weise schlecht geredet und diffamiert wird.

Dass dem nicht so ist, beweisen immer wieder Umfragen, die den Staatsbediensteten eine gute Zensur ausstellen und weitgehend die Zufriedenheit der Bevölkerung mit deren Wirken widerspiegeln. Die Gründe hierfür liegen klar auf der Hand: Unabhängigkeit, Kompetenz, Unbestechlichkeit, dem Land und seiner Bevölkerung verpflichtet, sind nur einige Merkmale, die unseren öffentlichen Dienst prägen, um so unser Land auch durch schwierigere Zeiten zu bringen.

Dass der öffentliche Dienst anpassungs- und lernfähig ist, dürfte allgemein bekannt sein. Dass dies nicht immer im Sinne der Privatwirtschaft ist, deren unermessliche Profitgier auf Kosten der Menschen und des Sozialstaates geht, ist Grund genug, an unseren Vorstellungen einer menschlichen Gesellschaft festzuhalten. Lug und Betrug werden gebraucht, um Gesetze zu umgehen, das Volk für dumm zu verkaufen, Steuern zu sparen oder gar zu hinterziehen und im gleichen Zuge Staatshilfen einzufordern, alles aus reiner Profitgier.

Lobbyismus und Ignoranz, welche die Politik dazu veranlassen, mit Blindheit verschlagen zu sein und das ganze Spiel, aus welchen Gründen auch immer, zu tolerieren, führen letztlich dazu, dass den Hauptverantwortlichen der Wirtschaft im Falle der Ablösung von ihrem Posten noch Abfindungen in Millionenhöhe gewährt werden anstelle von angemessenen Maßnahmen, in besonders schwerwiegenden Fällen bis hin zu Haftstrafen (siehe Abgasskandal). Dass ein moderner Staat nach privatwirtschaftlichen Vorgaben zu führen wäre und aus diesem Grund weitere Dienstleistungen privatisiert werden müssten, erweist sich vor diesem Hintergrund als blanker Unsinn. Dies würde uns weiter in die Abhängigkeit und die Fänge der Wirtschaft und Finanzen treiben, wo das soziale Gewissen verkümmert ist. Eine Gesellschaft kann aber nur dann gut funktionieren, wenn alles im Lot gehalten wird und alle Exzesse unterbleiben.

Die Anpassungs- und Lernfähigkeit wurden im Rahmen des EU-Ratsvorsitzes vom Ministerium des öffentlichen Dienstes erneut unter Beweis gestellt mit der Ausrichtung der „8th quality conference“ für den europäischen öffentlichen Dienst. Diese hochinteressante und lehrreiche Veranstaltung mit dem Titel „Stärkung der Kapazität der öffentlichen Verwaltung zur Bewältigung der gegenwärtigen und zukünftigen Herausforderungen – Die Öffentliche Verwaltung als Teil der Lösung“ wurde am 1. und 2. Oktober 2015 in Esch/Alzette auf dem Belval-Gelände in der „Maison du savoir“ abgehalten. Weit über 300 Teilnehmer aus den EU-Staaten konnte Minister Dan Kersch begrüßen. An dieser Stelle möchte ich die mustergültige und von den Teilnehmern viel gelobte, perfekte Organisation hervorheben und den Beamten des Ministeriums für den öffentlichen Dienst für ihren Einsatz und ihre sprichwörtliche Einsatzbereitschaft im Sinne des Gelingens dieser internationalen Veranstaltung herzlichst danken. Beiträge aus den verschiedensten Ländern, wie Österreich, Litauen, Griechenland, Polen, Portugal, Norwegen usw. begeisterten die Teilnehmer. (siehe <http://www.eu2015lu.eu/de/agenda/2015/10/01-02-conf-quality/index.html>) Auch standen zwei Beiträge aus Luxemburg auf der Tagesordnung. Hier möchte ich die Mitwirkung der „ANA“, der „Administration de la navigation aérienne“, der Flughafenverwaltung also, hervorheben, die deutlich zeigte, dass weder ein „Etablissement public“ noch eine Privatisierung benötigt werden, um solch eine Struktur zu führen. Es werden lediglich die richtigen politischen Entscheidungen gebraucht, um

Ein leistungsstarker öffentlicher Dienst



Camille M. Weydert,
CGFP-
Vizepräsident

eine solche Verwaltung zu begleiten und zu unterstützen! Die CGFP hat sich bis heute noch immer gegen die fadenscheinigen Argumente zur Schaffung von „Établissements publics“ und zu Privatisierungen, wie z.B. der Post, gewehrt. Zu was solch fragwürdige Entscheidungen führen können, wurde uns jetzt wieder vor Augen geführt, einerseits, indem Möglichkeiten geschaffen werden, damit leitende Funktionen noch höher entlohnt werden können, und andererseits, indem „unrentable“ Postämter schlichtweg geschlossen werden. Hier entzieht sich der Staat erneut seiner sozialen Verpflichtung, auf Kosten der Gesellschaft, wie dies bereits in der Laufbahn des Briefträgers geschehen ist, alles zur Optimierung der Gewinne, ohne Rücksicht auf jegliche soziale Komponente.

2016 wird mit Sicherheit mein letztes Jahr als Mitglied des Exekutivbüros der CGFP sein. Bis zum Ende meines Mandates bin ich gewillt, verschiedene Herausforderungen mit anzugehen. Insbesondere will ich mich bei der Änderung unserer Satzungen einbringen. Die Anpassungen sollen kein Selbstzweck sein, sondern die CGFP fit für die Zukunft machen. Es soll die Möglichkeit geschaffen werden, auf mehr spezialisiertes Fachpersonal, das auch zur Verfügung und im Dienst unserer Mitgliedsorganisationen steht, zurückgreifen zu können, um den Herausforderungen und den Bedürfnissen der heutigen Zeit gerecht zu werden. Ein Anfang wurde bereits gemacht, diese positiven Ansätze müssen unbedingt ausgebaut werden – und das soll in unseren Satzungen seinen Niederschlag finden. Auch bin ich der Meinung, dass eine Altersgrenze für die Mitgliedschaft im Exekutivbüro festgehalten werden soll. Dies, damit die jüngeren Mitglieder sich besser vertreten wissen und dass das Image der „Altherrenriege“ der Vergangenheit angehört.

Die CGFP ist eine dynamische Gewerkschaft mit viel Potential, das wir nicht verkümmern lassen sollten. Wir sollten Talente ganz im Gegenteil fördern. Des Weiteren werde ich noch verschiedene andere Aspekte, in gewohnter Manier, uneigennützig allein der Sache der CGFP und deren Mitgliedern dienend, bis zum Ende meines Mandates angehen. Ich bin mir gewiss, dass bis dahin noch eine arbeitsreiche Zeit auf mich wartet, die ich mit Freude und Motivation angehen werde. In diesem Sinne wünsche ich uns allen gesegnete, friedvolle und besinnliche Weihnachten und alles Gute für das Jahr 2016.

BEAUCOUP VOUS PROPOSENT DES CUISINES,
CHEZ EFFETI NOUS VOUS FERONS CELA :

Effeti
CUCINE UNICHE

Miele **SUBZERO** **WOLF**
GAGGENAU **SIEMENS** **DuPont™ CORIAN®**

Effeti
117, route d'Arlon - L-8009 Strassen
(ancien local **Miele** die Küche)

Tél.: 26 11 92 16
info@effeti.lu
www.effeti.lu

Eine Gefahr für die Demokratie:

Das Berater-Unwesen, ein Armutszeugnis für unsere Politiker

Ob es um Langzeitvisionen oder um das Tagesgeschäft geht, um staatliche Investitionen oder um die Rahmenbedingungen von Wirtschaft und Gesellschaft, um Budgetpolitik oder um die Verteidigung der nationalen Interessen in Europa und der Welt: In unserer Demokratie sind diese Aufgaben dem Staat und seiner Verwaltung anvertraut, unter der Weisung und der Aufsicht von Politikern, die das Volk beruft und abberuft. Dies ist nicht bloß eine erklärende Lagebeschreibung, sondern es ist ein fundamentaler gesellschaftlicher Anspruch. Unser heutiges und unser künftiges Wohlergehen hängen ganz entscheidend von einem gut funktionierenden Staat ab. Wer das vergessen hatte, dem brachten es die furchtbaren Finanz- und Sozialkrisen der letzten Jahre in Südeuropa erneut in Erinnerung. Deshalb muss man vor der Forderung nach einem „schlanken Staat“ warnen, besonders wenn sie von Leuten kommt, die sich aus reiner Eigensucht einen schwachen Staat wünschen. Und es ist wesentlich, dass der Staatsapparat in der Lage ist und in der Lage bleibt, seiner Mission gerecht zu werden, ohne Auslagerung seiner Aufgaben an Privatfirmen und ohne Abtreten seiner Entscheidungen an externe in- und ausländische Berater und Vordenker.

Über die fortschreitende Abschaffung des Staates

Wenn Minister ihre Gesetzprojekte von Anwaltskanzleien und Beraterbüros verfassen lassen – ob gegen Bezahlung oder aber unentgeltlich und angeblich uninteressiert – statt von erfahrenen und sachkundigen Staatsbeamten, dann ist das ein übler Schritt auf Brüsseler Verhältnisse hin, wo die EU-Kommission ihre Richtlinien-Vorentwürfe zuweilen per „copy-paste“ zusammenschustert aus den Materialien, die ihr zugeschoben werden aus den Büros der 30.000 Brüsseler Lobbyisten, welche die 31.000 Kommissions-Mitarbeiter umzingelt halten. Es ist gleichzeitig aber auch eine mehr als bedenkliche Privatisierung der hoheitsrechtlichen Aufgaben unseres Staates und seiner Exekutivgewalt. Wenn die politisch Verantwortlichen keinen eigenen Schritt mehr tun können oder tun wollen ohne ganze Serien von Expertenstudien, dann sind wir im Begriff, die Demokratie zu einer Expertokratie verkommen zu lassen. Und die Politiker müssen sich fragen lassen, wozu sie selbst sich dann noch bezahlen lassen.

In dieser Logik ist es dann auch nur noch ein kleiner Schritt, im legislativen Bereich die Parlamentsabstimmungen durch IIReS-Umfragen zu ersetzen. Was die Justiz betrifft, so ist im Kontext der TTIP-Verhandlungen ja bereits vorgesehen, sie teilweise zu privatisieren, indem man die unabhängigen Magistrate durch Business-Lawyers als Schiedsrichter ersetzt. Das sind US-Fortschritte, auf die wir in Europa wahrlich verzichten können, wie auch auf Gefängnisse und Gefangenenerhöre, die durch Privatunternehmen betrieben beziehungsweise durchgeführt werden. Dabei dient das Personal der öffentlichen Funktion dem Staat und seinen Bürgern und nicht den jeweiligen Regierungen, auch wenn letztere das oft nicht begreifen wollen. Die vereidigten Beamten können weder durch Privatsöldner mit Stundentarif und Kurzzeit-Arbeitsvertrag ersetzt werden, noch durch private Schreibstuben und Think Tanks. Die Politiker sollten vor allem nicht auf jene Patronatsvertreter

hören, die ihre Beamten bloß als „sympathische Schwiegersöhne“ diskreditieren. Neue Minister haben durchaus das Recht, sehr kritisch an das Wirken und an die Einstellungen ihrer Vorgänger heranzugehen. Wenn ihnen dann aber die vorgefundnen, erfahrenen Beamten erklären, dass sie in ihrem neuen Eifer viele Vorurteile mitbringen, die in Sackgassen führen müssen, dann sollten sie diese langjährigen Staatsdiener weder in die Besenkammer verfrachten, noch sie hinausmobben. Wer den öffentlichen Dienst unter den Generalverdacht der Trägheit, der Inkompetenz und der Ideenlosigkeit stellt, der muss stattdessen rein profitorientierten Firmen vertrauen, bei denen die Hälfte der Mitarbeiter blutige Anfänger und noch keine drei Jahre im Lande sind. Ist dies etwa nicht eine korrekte Beschreibung der Big Four?!

Kurz: Die Angehörigen des öffentlichen Dienstes sehen den smarten Management-Stil, der sich derzeit auch in den hohen Sphären der Luxemburger Politik und in den vielen öffentlichen Anstalten und Betrieben ausbreitet, mit äußerstem Unbehagen. Vor allem der ungehemmte Rückgriff auf angeblich schlaue Beraterfirmen ist nicht nur höchst ineffizient und extrem teuer, sondern auch aus demokratischer und rechtsstaatlicher Sicht eine sehr suspekte Angelegenheit.

Skepsis gegenüber den hilfreichen Ratgebern

Bei uns werden der Staat und seine Verwaltungen nicht nur von den Lobbyisten belagert, bedrängt und verdrängt. Bedenklich ist vor allem, dass jene Beraterfirmen, welche von der öffentlichen Hand Aufträge erhalten und so der Regierung ihre Ansichten und Meinungen fakturieren dürfen, sich gleichzeitig – in offensichtlicher Zusammenarbeit mit bestimmten Patronatsorganisationen – maßgeblich in die politischen Debatten einbringen, um unsere öffentliche Meinung und unsere Zivilgesellschaft zu beeinflussen und zu manipulieren. Zuweilen versuchen die Lobbyisten dies „undercover“ zu tun, etwa per „5-vor-12“ und durch ähnliche Initiativen. Inzwischen haben viele kritische Bürger immer öfter den Eindruck, als säßen diese Leute mit am politischen Tisch, wenn Koalitionen geschmiedet, Regierungsprogramme formuliert und Steuerreformen ausgedacht werden. Dieser Verdacht müsste die Politiker und Parteien unbedingt alarmieren. Genauso wie unser Luxemburger Patronat Einfluss nimmt auf die Zensuren, Bewertungen und Rankings, die unserem Land erteilt werden durch die verschiedenen internationalen Institute, Firmen, Stiftungen und Think Tanks, meist angelsächsischer ultraliberaler Prägung. Deren Veröffentlichungen werden dann als scheinbar objektive Argumente in unsere internen Debatten über Produktivität und Rentabilität eingebracht. Unter Berufung auf ausländische Experten legt die Presse dann nicht Fakten vor, sondern sie breitet vielmehr nur genau die Stories und Legenden aus, welche manipulative „Spinndoktoren“ sich für uns ausgedacht haben. Die Gefahren für unser Gesellschaftssystem sind mehr als real. Als der (an sich po-

sitive) freie Welthandel geschaffen wurde, brach die Globalisierung über uns herein ohne die erforderlichen Begleit-Maßnahmen und ohne irgendwelche nennenswerten Spielregeln oder Mindestnormen, etwa im Bereich der Menschenrechte (Kinder- und Sklavenarbeit) sowie der Sozial- und Umweltstandards. Dies hatte verheerende soziale Folgen, nicht zuletzt für den europäischen Arbeitsmarkt und die Sozialkassen. Die Globalisierung macht die Multis reich, weil deren Lobbyisten es vor Jahren geschafft haben, die Politiker und die Staaten zu täuschen, indem sie vertuschen konnten, welche Kollateralschäden eine gänzlich unkontrollierte Globalisierung unweigerlich nach sich ziehen musste, von der massiven Delokalisierung der Produktionsstätten bis zum ungehemmten Sozialdumping. Vor etlicher Zeit konnten im Bereich des EU-Sozialrechts die Gewerkschaften und kritische Bürger erst in allerletzter Minute die ominöse Bolkestein-Richtlinie verhindern. Sie betraf das grenzüberschreitende Entsenden von Arbeitskräften in den europäischen Binnenmarkt und war der EU-Kommission von interessierten Patronatskreisen untergejubelt worden. Dieser Vorgang droht sich nun bei den obskur geführten TTIP-Verhandlungen mit den USA zu wiederholen. Im letzteren Fall ist dadurch nun leider die (an sich positive) Intensivierung des transatlantischen Handels ernsthaft gefährdet, wobei dann die Chinesen und andere Asiaten die lachenden Dritten sind. Dass auf nationaler Ebene die Manipulationsgefahr hierzulande sehr real ist, hat das Regierungsprogramm klar gezeigt, in welchem urplötzlich, ohne dass in irgendeinem Wahlprogramm auch eine Zeile darüber gestanden hätte, der steuerpolitische Entschluss festgeschrieben war, bei unserer Körperschaftssteuer die sogenannten „Intérêts notionnels“ einzuführen, ein grotesker, extrem kostspieliger Gießkannen-Rabatt für alle Unternehmen ohne Ausnahme, den es bisher mit verheerenden Konsequenzen nur in Belgien gibt. Der damalige Oppositionsführer Juncker stieß augenblicklich, während der Regierungserklärung des Premierministers, einen großen Aufschrei aus, und in „fonction publique“ lieferten wir einige Wochen später eine umfassende Analyse der Absurditäten dieses Vorhabens. Einige Herrschaften bekamen kurzzeitig einen roten Kopf, und bereits Wochen später war der Plan endgültig in der Versenkung verschwunden, was eindeutig belegt, dass sich hier naive Politiker von ungenierten externen Beratern über den Tisch ziehen lassen. Was aber auch beweist, wie wichtig wachsender Syndikalismus und kritischer Journalismus sind.

Wirbelwind von außen

Aber auch die angeblich frischen Ideen für die politische Debatte in Luxemburg, die ausländische Denker uns regelmäßig liefern sollten, erwiesen sich in der Vergangenheit allzu oft als wirres Zeug. Wenn uns früher die multilateralen Eierköpfe von IWF, OCDE und EU eine jährliche Zensur erteilten über das wirtschaftliche und finan-

zielle Tun und Lassen unseres Staates und uns dabei Ratschläge für Kurskorrekturen gaben, so hörten wir jahrelang nicht nur andächtig, sondern sogar interessiert zu. Bis die uns verschriebenen Rezepte dann doch zu bizarr wurden, nicht bloß weltfremd und belustigend, sondern zuweilen geradezu absurd. Erinnert sei hier nur an die OCDE-Forderung, die Effizienz unseres Schulsystems durch Einführung der Einsprachigkeit zu verbessern, oder an die angeblich fehlenden Autobahn-Mautstellen, ohne die wir nicht richtig ergründen könnten, ob „der Markt“ noch weitere Transportwege wünsche oder nicht. So haben wir nach und nach einsehen müssen, dass sich kaum etwas Nützliches erwarten lässt von Diplomträgern und Universalexperten, die hereinfliegen und eine Woche hier verbleiben, um dann unser Land besser zu verstehen als wir selbst. Wer in Luxemburg wirklich glaubt, einen solch zweifelhaften Beistand zu brauchen, der sieht sich doch selbst als einen Esel an! Und dennoch wird bei uns weiterhin diese Art externer Zensuren politisch wie medial enorm überbewertet. Gelegentlich, weil wir uns gebauchpinselt fühlen und uns ob unseres Wohlstands brüsten wollen, oft aber auch in einem Akt der Selbstgeißelung. Dabei sind diese Rankings doch oft Machwerke übelster Art. Ein Beispiel dafür ist das von der Weltbank (!!!) aufgestellte Ranking „Doing Business“, das nachweisen will, wie leicht oder schwer es ist, in den einzelnen Ländern der Welt ein Unternehmen zu gründen und zu betreiben. Die Ausgabe 2015 verweist Luxemburg unter 189 bewerteten Ländern auf Platz 61, womit wir hinter einer Menge Länder figurieren, von denen wir hier nur einige anführen wollen: 59. Serbien, 56. Mongolei, 55. Türkei, 52. Moldawien, 51. Russland, 44. Weißrussland, 41. Kasachstan, 38. Bulgarien, 37. Rumänien. Zurück zu den externen Beratern, die keineswegs zum Wohle der Menschheit funktionieren, sondern nur wegen ihrer Honorare. Allein diese sind sicher. Ob aber die erteilten Ratschläge viel taugen, stellt man erst nachher fest. Unvermeidlich sind Konsultanten eigentlich nur dann, wenn in ganz besonderen Situationen eine seltene professionelle Kompetenz verlangt ist, die nur gelegentlich gebraucht wird, so dass es sich nicht lohnt, sie sich in-house zu schaffen. Regierungen wie Unternehmensführungen aber, die nicht wissen, was sie wollen, sind auch kaum in der Lage, externen Beratern die richtigen Fragen zu stellen, und erhalten allein schon deswegen keine nützlichen Ratschläge. Die Fontagné-Studie von vor der Wirtschaftskrise hat das Land kaum einen Schritt weitergebracht. Was sie anriet, wurde klugerweise nicht umgesetzt. Beim Amerikaner Rifkin sieht die Geschichte durchaus etwas anders aus. Dieser Mann ist zwar ein publicitylastiger Alleskenner und Besserwisser, seine Analysen der vergangenen Jahrzehnte aber sind brillant und seine Visionen faszinierend. Und er glaubt vor allem nicht, dass man die Zukunft sichern kann mit Einsparungen und sozialem Kahlschlag. Wenn wir uns fragen, wie im internationalen Wettbewerb das post-industrielle und post-bankäre Luxemburg auf einer Welle des wirtschaftlichen Erfolges weiter surfen kann, dann ist eher ihm als sonst jemandem zuzutrauen, dass er einige Ideen liefern kann. Siehe unseren folgenden Artikel über die neuen Fahrpläne in die nationale Zukunft. **P.Z.**

Wenn die politisch Verantwortlichen keinen eigenen Schritt mehr tun können oder tun wollen ohne ganze Serien von Expertenstudien, dann sind wir im Begriff, die Demokratie zu einer Expertokratie verkommen zu lassen.

Die vereidigten Beamten können weder durch Privatsöldner mit Stundentarif und Kurzzeit-Arbeitsvertrag ersetzt werden, noch durch private Schreibstuben und Think Tanks.

Beraterfirmen, die der Regierung ihre Ansichten und Meinungen fakturieren dürfen, bringen sich gleichzeitig – in offensichtlicher Zusammenarbeit mit bestimmten Patronatsorganisationen – maßgeblich in die politischen Debatten ein, um unsere öffentliche Meinung und unsere Zivilgesellschaft zu beeinflussen und zu manipulieren.

Neue Fahrpläne in die nationale Zukunft

Jeremy Rifkin als der bessere Lionel Fontagné

Vor gut 10 Jahren bemühte eine schwarz-blaue Regierung den Pariser Ökonomie-Professor Lionel Fontagné, um die damals noch funktionierende „nationale Tripartite“ mit neuen volkswirtschaftlichen und sozialpolitischen Ideen zu beliefern. Resultat: außer Spesen nichts gewesen. Jedenfalls nicht viel.

Jetzt soll der US-amerikanische Zukunftsguru Jeremy Rifkin, mit seinen Ideen durchaus kein Prophet im eigenen Lande, den Luxemburgern neue Horizonte aufzeigen und für Luxemburg die „3. Industrielle Revolution“ einläuten. Bei aller Skepsis gegenüber dem grassierenden Unwesen externer Konsulenten und Berater jeder Art in allen Bereichen der Politik (siehe diesbezüglich unseren Artikel Seite 7), muss man der Regierung zugestehen, dass sie in diesem Falle zumindest bei der Wahl des Experten kaum einen Fehlgriff getan hat. Der Ökonom, Soziologe, Publizist und Politikberater Rifkin mag ein Theoretiker sein, er ist aber jedenfalls ein sehr brillanter Kopf. Zweifellos beschäftigt er sich mit wesentlichen Problemen unserer heutigen Welt, wobei seine Sichtweise langfristig ist und seine Analysen fundiert sind. Die Richtungen, in die er weist, mögen manchen nicht behagen, nicht zuletzt, weil er anspruchsvolle und kostspielige Wege aufzeigt. Wer seine Ideen nicht teilt, sollte aber zumindest zugeben, dass sie anregend und diskussionswert sind.

Doch damit daraus etwas Konkretes für Luxemburg entsteht, müssen wir zum Umdenken bereit sein. Einige Patronatsvertreter tun sich damit offensichtlich schwer, weil sie nicht über ihr Produktivitäts-Gejammer hinwegkommen und unsere Zukunft in erster Linie mit Budgetkürzungen und Sozialabbau, mit Indexmanipulationen und sonstigen Austeritäts-Maßnahmen absichern wollen.

Hat dieser Rifkin doch nicht gesagt, es gelte, den Kapitalismus in die Schranken zu verweisen, die Krise überwinde man nicht mit Sparmaßnahmen, und die Zukunft gehöre nicht den Firmen, die ihre Lohnkosten senken, sondern jenen, die ihre Ausrichtung an die neue Wirtschaftslage anzupassen wissen?

Warum sollten wir nicht diesem Amerikaner eine Chance geben, uns im Einzelnen zu erläutern, welchen praktischen Nährwert seine Thesen für uns haben können im Bemühen, angesichts unausweichlichen Entwicklungen in der Welt, die anstehenden Veränderungen zu unseren Gunsten zu nutzen? Zumal die Regierung bereits Post, Enovos und Handelskammer dazu verdonnert hat, einen Teil seiner Honorare zu begleichen.

Alles, was er anregen wird, kann wohl kaum umgesetzt oder verwendet werden. Aber wenn wir nicht wollen, dass unser solides wirtschaftliches Wachstum (auf dem unser sozialer Fortschritt beruht) weiter spontan und planlos vor sich hintreibt, sind Schritte zur Optimierung und Orientierung durchaus erforderlich.

Und da kann ein Mann, der intensiv über die weltweiten Bedürfnisse der kommenden Jahrzehnte nachgedacht und recherchiert hat, der auch als Merkel-Berater hinter der deutschen Energie-Wende mit ihrem Atom-Ausstieg steckte, uns vielleicht sinnvolle Anregungen liefern, für weitere Erfolge im Konkurrenzkampf des harmonisierten Europa und der globalisierten Welt.

Anregungen, die wir dann später umsetzen können und umsetzen werden, oder auch nicht.

Seit Jahren wenden sich unsere Politiker zunehmend an externe Beraterfirmen, wenn das Regieren etwas heikler wird. Dem Wahlvolk lässt sich die bittere Medizin eben leichter vermitteln, wenn man dabei auf „die Experten“ verweisen kann und auf deren angeblich objektiven und wissenschaftlich belegten Feststellungen und vor allem auf ihre Einschätzung, dass man keine andere Wahl hat.

Nur gilt hier wie anderswo, dass wer den Spielmann bestellt, auch die Melodie bestimmen darf. Die vorgeblichen Sachzwänge sind daher oft nur billige Ausreden und manchmal regelrechte Mogelpackungen. Und so ist die angeforderte und gelieferte Studie dann ihrerseits eine offensichtliche Geldverschwendung. Denn für die finanziell-wirtschaftlichen und die sozialen Entscheidungen und Präferenzen gibt es einfach keine simplen und indiskutablen, keine wissenschaftlich feststellbaren Wahrheiten.

Die Rechenmaschinen liefern keine Lösungen

Das Kuchenbacken mag eine Kunst sein, doch deswegen ist der Bäcker

nicht erforderlich oder nützlich, um zu bestimmen, wie der fertige Kuchen in der Familie bestmöglich aufzuteilen ist. Und deswegen ist es eine regelrechte Volksverdummung, wenn die Lobbyisten und ihre Hintermänner unseren Politikern raten, auch auf die Wirtschaftsexperten zu hören, wenn es um lohn- oder sozialpolitische Entscheidungen geht.

Oder um die Akzente bezüglich der längerfristigen Zukunft unseres Landes. Wer politische Verantwortung übernimmt, der muss diese auch wahrnehmen, statt sie an nicht demokratisch legitimierte und mandatierte Technokraten zu delegieren. Mit den alternativen Notwendigkeiten, die diese uns auf allen Ebenen entgegenhalten, machen sich die Machthaber bloß das Leben einfach.

Wir wollen dieses Thema hier nicht weiter vertiefen, aber an anderer Stelle in dieser Ausgabe findet der interessierte Leser dazu einige fundamentale, kritische Anmerkungen, die uns angebracht erscheinen. Die gesunde Vorsicht gegenüber den Rezepten der privaten Vordenker aber muss unbedingt immer in Erinnerung gerufen werden, wenn vorgelegte externe Expertisen zu

bewerten sind oder wenn solche Arbeiten in Auftrag gegeben werden.

Nun ist es allerdings so, dass man sich bei Jeremy Rifkin Inspirationen zu einem Thema holen will, mit dem sich Staat und Gesellschaft (bei uns wie anderswo) in der Vergangenheit nicht übermäßig und systematisch beschäftigt haben: den historischen Veränderungen der Weltwirtschaft.

Überlegungen zur fundamentalen Strategie

Seit Jahrzehnten verfolgt unser Land einen wirtschaftlichen Expansionskurs, und dabei können die politisch Verantwortlichen offensichtlich sogar eine bemerkenswerte Erfolgsbilanz aufweisen. Diesbezüglich folgt Luxemburg aber keinem starren, langfristig überlegten Masterplan, sondern wir lassen uns eher von den Ereignissen treiben. Unsere Nischenpolitik versucht nämlich, alle sich bietenden guten Gelegenheiten optimal zu nutzen und die negativen Entwicklungen und hereinbrechenden Katastrophen bestmöglich abzuwehren.

Wobei hiermit nicht unterstellt werden soll, Staat und Verwaltung hätten es an Eifer und Ausdauer fehlen lassen. Im Gegenteil: Dass beispielsweise das Gesetz über den Finanzsektor im letzten Vierteljahrhundert über 40-mal novelliert wurde, zeugt von enorm viel Fleiß, vor allem auch seitens vieler Staatsbeamter. Der Finanzplatz wäre bereits mehrmals verschwunden, wenn er sich nicht ständig neu erfunden hätte.

Und auch den boomenden ICT-Standort gäbe es gewiss nicht, hätte der Staat nicht vor 30 Jahren das Abenteuer mit den Astra-Satelliten gewagt und erfolgreich bestanden, um dann beharrlich mit den angelockten Investoren am Ball zu bleiben. Genauso für den Findel-Ausbau und vieles mehr.

Es ist also durchaus keine Kritik am bisherigen Vorgehen, wenn man es befürwortet, einmal etwas Distanz zum eigenen Tun zu nehmen, um in Ruhe zu ergründen, ob neben unseren bereits erfolgreichen Entwicklungsschienen nicht noch andere Pisten der Erneuerung und Diversifizierung denkbar sind. Und da kann dann der Querdenker Jeremy Rifkin, der Mann, der sich mit den Langzeit-„Megatrends“ befasst hat, und zwar nicht nur auf der rein wirtschaftlichen Ebene, wirklich eine Inspiration sein.

Ratschläge aus dem Elfenbeinturm

Beim Auftrag an Lionel Fontagné war das jedenfalls anders. Wie zu erwarten war, gab uns dieser Professor der Makro-Ökonomie nur makro-ökonomische, also rein volkswirtschaftliche Ratschläge. Konkret verkaufte er uns in leicht abgewandelter Form seine kurz vorher für die französische Regierung erstellte Studie über Beschäftigung, Wachstum, Budget, Nachfrage und Investitionen. Das waren viele kluge Überlegungen zur damaligen Lage, die aber nach Auslösung der 2008-er Finanzkrise plötzlich, und ohne Zutun Fontagné's, nicht einmal mehr das Papier wert waren, auf das sie gedruckt waren.

So hat der ominöse Fontagné-Bericht denn auch wenig Spuren hinterlassen. Heute weiß kaum noch jemand, zu was er geraten hatte und ob etwas davon umgesetzt wurde. Er hat uns seinerzeit viel Zeit verlieren lassen in sterilen Debatten, weil wir uns mit seinen Theorien auseinandersetzten, anstatt mit den bereits allseits bekannten Problemen.

Wir müssten einsehen, so Fontagné damals, dass die großen wirtschaftlichen Naturgesetze auch in Luxemburg gelten, weswegen die schlaun politischen Tricks mit unseren Souveränitäts-

Nischen eine Illusion ohne mittelfristigen Bestand seien. Ihm wurde geantwortet, er irre sich, wenn er glaube, wir sähen unsere Nischenpolitik (mit Banken, Fonds, Satelliten etc.) als ewig abgesicherte Pfründe an, die es erlaubten, uns jahrzehntlang ruhig und gemütlich zurückzulehnen und genüsslich abzukassieren. Für das Großherzogtum waren die Erfolgssektoren in Wirklichkeit nicht bloß interessante augenblickliche Einkommensquellen, sondern stets vor allem auch wertvolle Ansatzpunkte für neue zusätzliche Strategien.

Im Fazit brachten die Fontagné-Ratschläge dem Tripartite-Sozialdialog keinerlei Impulse. Und im praktischen Leben fanden es die Verantwortlichen auch in den Folgejahren recht komfortabel, strukturell die erfolgreiche Nischenpolitik tatkräftig fortzuführen und weiter auszubauen, mit Internet-handel, Data Centers, Intellectual Property, Air-Cargo und sonstigen Export-Gelegenheiten.

Theorie und Praxis

Dass die eisernen Naturgesetze der Ökonomie auch für uns gelten, wussten wir bereits lange vor Fontagné, aber die Ereignisse von 2008/2009 riefen es uns wieder in Erinnerung. Im realen Leben sind diese Mechanismen aber nicht so simpel wie im Lehrbuch, so dass die kluge Politik eines kleinen Landes durchaus ihre Anomalien und Grenzsituation ausnutzen kann.

Die sich ständig anpassende Luxemburger Nischenpolitik hat nicht nur die arge Bankenkrise bemerkenswert gut überlebt (wobei auch alle Cassandras aus dem Patronatslager Lügen gestraft wurden), sondern sie ist auch zehn Jahre später noch immer putzmunter, entgegen der Prognose von Fontagné. Immerhin beschert sie uns heute, genau wie vor der Krise, einen Überschuss der Zahlungsbilanz von mehr als 5% des Bruttoinlandsproduktes sowie ein Wirtschaftswachstum, welches mehr als das Doppelte der Entwicklung in der EU und in der Eurozone darstellt.

Kurz und gut: Die Erfahrung hat uns gezeigt, dass die meisten um Rat gebetenen ausländischen Experten sich schwer getan haben mit unserem ökonomischen, sozialen und gesellschaftlichen Mikroklima, und dass sie bisher nicht in der Lage waren, uns wirklich nützliche Impulse zu liefern. Wer auch immer uns darüber belehrt hat, was gut für uns ist und was wir uns eigentlich politisch wünschen sollten: Die unzähligen Studien sind von mehr als moderatem Wert.

Alle diese Vorbehalte verdienen Erwähnung, um auch bezüglich der bei Jeremy Rifkin bestellten Studie keine übermäßigen Erwartungen aufkommen zu lassen. Dieser Mann wird uns gewiss keine Patentrezepte verkaufen, und politische Wunder sind selten. Was er uns aber vorschlägt, werden wir auch nicht alles umsetzen können oder wollen.

Für was steht der Mann?

Jeremy Rifkin ist vor allem ein sympathischer Visionär und ein brillanter Querdenker, der sich über viele Jahre hinweg ausgiebig mit den wissenschaftlichen und technologischen Entwicklungen befasst hat. Er versucht ständig, deren Auswirkungen auf Gesellschaft und Umwelt, auf Staat und Wirtschaft vorauszusagen, zu erklären und zu bewerten.

Als Langzeitforscher befasst er sich mit den „Megatrends“, also den wesentlichen Veränderungen, die unser Leben und unsere Gesellschaft auf Dauer positiv oder negativ beeinflussen. Dabei kam er in den USA natürlich sehr schnell in direkten Konflikt mit dem kurzfristigen Profitdenken der Unternehmenswelt, mit den kapitalistischen Exzessen der reinen Produktivität und



Infrastrukturen für die digitale Zukunft Luxemburgs: Der Teleport von SES in Betzdorf steuert nicht nur die gesamte ASTRA-Flotte, deren geostationäre Satelliten als Fixsterne über Europas Himmel stehen und mit Hunderten von Millionen Kleinst-Antennen individual zu empfangen sind, sondern auch die 12 neuen MEO-Satelliten von O3B-Networks. Dies sind Erdtrabanten, die in nur 8.062 km Höhe über das Firmament wandern; sie bilden ein Rückgrat des Internets und zielen vor allem auf die rasch wachsende weltweite mobile Kommunikation ab. Links im Bild eines der gigantischen Data Center der 100%igen Post-Tochter EBRC. 40% aller europäischen Zentren der sogenannten Thier-IV-Klasse, die eine 99,995%ige Sicherheit gegen jede Unterbrechung der Dienste gewährleisten, befinden sich in Luxemburg. Sie stellen einen beachtlichen Trumpf dar für Luxemburgs Ehrgeiz im Fintech-Bereich, in Erwartung der technologischen Revolutionen, welche im Finanzsektor anstehen.

Foto: P. Wengler

Rentabilität, mit der fanatischen Verneinung des Klimawandels und der rücksichtslosen Umweltzerstörung durch die Ölindustrie und andere Großkonzerne und mit den Irrlehren über die angeblich alles optimal regelnden Marktmechanismen.

Seine Auseinandersetzungen mit den ultrakonservativen amerikanischen Politikern und den angelsächsischen Businesskreisen sichern ihm in den USA hohe Auflagen für seine Bestseller-Sachbücher und dadurch auch eine sehr starke Ausstrahlung bei den liberalen Eliten, doch seine politische Beratungstätigkeit vermarktet er vorzugsweise in Europa.

Kommunikation, Energie, Logistik

Dabei ist der mediengewandte Aktivist Rifkin unbeliebt bei manchen Wissenschaftlern, die ihm allerdings kaum vorwerfen, mit seinen Thesen liege er fundamental falsch, sondern vielmehr, dass er seine Erkenntnisse zu pointiert formuliere und medial zu schrill vermarkte, so dass dadurch ein sachlicher und objektiver Diskurs mit ihm intellektuell schwierig werde.

Seine Themenpalette ist sehr breit und reicht von Energie und Internet bis zur Logistik. Bemerkenswert ist, dass er sich mehr um das Allgemeinwohl und die soziale Kohäsion als um die kapitalistische Rentabilität und die privaten Profite sorgt. Er befürwortet gemeinschaftliche Ansätze und genossenschaftliche Strukturen. Er zeigt Verständnis für populäre Protestbewegungen und für die neuen Reflexe und Denkansätze der global vernetzten Jugend.

Im Bereich der Biotechnologien etwa warnte er vorausschauend schon seit den 70er Jahren vor Biopatenten, also der Industrialisierung und Kommerzialisierung des Lebens, auch des menschlichen Lebens. Er scheut sich somit durchaus nicht, Dinge ethisch zu hinterfragen, die dem Big Business sehr viel Geld einbringen, wie etwa die Genmanipulationen.

Rifkin verweist darauf, dass die 1. Industrie-Revolution im England des 19. Jahrhunderts auf Kohle und Dampfmaschine beruhte, auf Lokomotiven und Eisenbahnen sowie auf einer Kommunikations-Expansion per Telegramm und maschineller Druckpresse, und dass sie den Kapitalismus aufblühen ließ. Die 2. Industrie-Revolution kam dann im 20. Jahrhundert, ausgehend von den USA und Deutschland, mit billigem Erdöl, dem Verbrennungsmotor und dem Automobil, mit zentral verteilter Elektrizität und mit Telefon, später mit Radio und Fernsehen, und sie begründete die Macht der Nationalstaaten.

Die 3. Industrielle Revolution

Für Rifkin hat dieses Zeitalter nun seinen Schwung verloren und 2008 seinen Zenit überschritten, und es muss in den kommenden Jahrzehnten schnellstmöglich abgelöst werden. Bereits 2007 schaffte er es, durch das Europaparlament seine „3. Industrielle Revolution“

ausrufen zu lassen. Sein Buch über diese Revolution wurde allein in China 500.000-mal verkauft.

Er betont, die Erderwärmung mit ihren verheerenden Folgen verlange das rapide Ersetzen des Verbrauchs fossiler Energieträger durch gänzlich neue Strukturen, von einer effizienteren Energie-Nutzung über die Erschließung von grüner Energie (Sonne, Wind, Erwärme, Biomasse) bis zu einer veränderten Netzstrategie.

Hier befürwortet er eine neue technische Logik, beispielsweise, um die Energie dort zu erzeugen und zu speichern, wo sie verbraucht wird, häuslich, lokal und regional, aber auch, indem den Verteilernetzen und den Stromzählern Intelligenz eingepflanzt und der Energieverbrauch der Haushaltsgeräte zeitlich besser gesteuert wird. Womit wir beim „Internet der Dinge“ sind und der Digitalisierung unseres Lebens.

Das Internet, als Struktur der Dezentralisierung von Produktion und Verbrauch, hat für Rifkin künftig drei Dimensionen: Neben dem inzwischen universell genutzten Informations-Internet sieht er ein künftiges Energie-Internet für die dezentrale Steuerung der Verteilung erneuerbarer Energien mit „intelligenten“ (lokalen bis kontinentalen) Netzen, sowie ein GPS-gesteuertes, digitales und automatisches Logistik-Internet.

Die Zukunft der Arbeitslosigkeit

Diese revolutionär neue Infrastruktur erfordert (wie in den vergangenen Jahrhunderten die Eisenbahn- und dann die Autobahnnetze) enorme Investitionen und damit Beschäftigung und Aufschwung, führt aber schließlich zu einer Wirtschaft, die mit extrem niedrigen Marginalkosten funktionieren kann. Und bei der die großen Monopolkonzerne ihre Marktmacht drastisch einbüßen. In Rifkins Perspektive wird der Kapitalismus zwar nicht abgeschafft, aber er kann nur noch einen gewissen Teil des Wirtschaftslebens kontrollieren, wobei er weniger als Produzent als vielmehr als Integrator von komplexen Lösungen gebraucht wird.

Die derzeitigen Wirtschaftsstrukturen können unseren sozialen Erwartungen nicht mehr gerecht werden. Stark beschäftigten Rifkin diesbezüglich die fortschreitende Automatisierung der industriellen Fertigung – wo er eine neue Welle der Robotisierung kommen sieht – genau wie die Informatisierung der Verwaltungsabläufe, wo die elektronische Datenverarbeitung mit ihren vielen Anwendungen für eine weitere Beschleunigung sorgt. Dabei verweist er immer wieder vor allem auf die enormen und dauerhaften Wirkungen dieser Entwicklung auf das Arbeitsleben der Menschen und auf den Arbeitsmarkt, nicht zuletzt, weil die Routinearbeit und die einfachen Jobs zunehmend wegfallen und die Rechner und Roboter nach und nach die Herstellung von Waren und Diensten weitgehend übernehmen.

Die menschliche Arbeit sieht Rifkin nicht einfach als ein Produktionsmittel im Dienste des Turbokapitalismus, sondern vielmehr grundsätzlich als

Wert und als Quelle des sozialen Zusammenhalts und der persönlichen Entwicklung. Dass der anstehende massive Wegfall von Jobs in der privaten Erwerbsarbeit eine enorme permanente Arbeitslosigkeit zu schaffen droht, lässt ihn nicht in Pessimismus verfallen. Vielmehr schlägt er langfristig neue Tätigkeiten in einem dritten Sektor, dem gemeinschaftsbezogenen Nonprofit-Bereich vor, der mit öffentlicher Unterstützung neue Arbeitsplätze schaffen sollte, etwa um soziale Arbeit zu verrichten.

Welche praktischen Utopien? Welche realistischen Visionen?

Eine spannende Frage bleibt natürlich, welche konkreten Lösungen der Futurologe Rifkin Luxemburg vorschlagen wird, und wie diese aufgenommen werden. Generell wird er uns wohl dafür rügen, dass unser Land bei den erneuerbaren Energien (im Wind- und Solarbereich) eindeutig zu den Nachzüglern unter den hochentwickelten Ländern gehört, und uns gleichzeitig Anerkennung dafür zollen, dass wir im zukunftsorientierten ICT-Bereich, also bei den Informations- und Kommunikations-Infrastrukturen, bereits gut aufgestellt sind.

Die Herren von Handelskammer und Fedil wissen natürlich, dass sie für ihre simplen Rezepte wie Desindexierung und Abbau von Sozialleistungen und für ihre sonstigen schäbigen Forderungen keinen Sukkurs von Rifkin erwarten können. Sie hoffen vielleicht, dass er sich auf für sie harmlose Dinge beschränkt, etwa den Rat, weniger Fleisch zu essen, weil die Blähungen der Rindviecher für einen gigantischen CO²-Ausstoß verantwortlich sind. Doch vor allem fürchten sie, dass er dem Staat zu strukturellen und syste-

mischen Investitionen rät, statt zum Budgetabbau, den sie bevorzugen.

Ein Knackpunkt für die angeforderte Studie ist vielleicht, dass das bisherige Luxemburger Wirtschaftsmodell und besonders die Finanzierung seiner Altersversicherung ein anhaltend hohes ökonomisches Wachstum zwingend erfordert, während Rifkin eigentlich kein Anhänger einer forcierten Expansion ist. Aber wenn wir unsere Importrechnung für fossile Energien absenken können, brauchen wir wohl auch weniger Exportsteigerungen.

Investitionen in öffentliche Infrastrukturen

Dass Rifkin so stark fokussiert ist auf die Herausforderungen bei Erzeugung, Verteilung, Verwaltung und Verwendung von Energie und Informationen lässt schon vermuten, dass er in diesen Bereichen strukturelle Neuerungen ins Gespräch bringen wird, wobei die Sponsoren Enovos und Post dann eine entscheidende Rolle spielen könnten.

Ein Teil der erforderlichen Investitionen muss eher einer langfristigen, volkswirtschaftlichen Logik, statt einem kurzfristigen Profitdenken entsprechen. Der wirtschaftliche Erfolg Luxemburgs wurde in den letzten Jahrzehnten durch den öffentlichen Sektor getragen; das bleibt wohl mittelfristig so.

Und wenn wir in den kommenden Jahren den Mut aufbringen für zukunftssträchtige Investitionen, dann schaffen wir für die nachfolgenden Generationen solide und dauerhafte Voraussetzungen für Wohlstand und Lebensqualität, mehr als wenn wir ihnen, in Panik vor der imaginären Rentenmauer, einen Haufen Geld hinterließen, von dem niemand wissen kann, was er morgen wert sein wird.

Paul Zimmer



Infrastrukturen für die Zukunft der realen Wirtschaft: Während zur Zeit massiv in Bettemburg, dem Knotenpunkt der europaweiten sogenannten Schienen-Autobahnen, investiert wird, kennt der stark aufgerüstete Flughafen Findel derzeit ein schnelles Wachstum, im Passagierverkehr wie beim Warentransport. Luxemburg gehört mit seinem Luxair-Cargocenter (unser Bild) zu den 7 wichtigsten Luftfracht-Hubs in Europa, und Cargolux zu den 10 größten Aircargo-Gesellschaften der Welt. – Die letztes Jahr geschaffene Cargolux-Luftbrücke Zhengzhou-Luxemburg erbringt nun bereits zwei Flüge pro Tag, und diese Kadenz soll die neue chinesisch-europäische Seidenstraße der Luft binnen weniger Jahre weiter verdreifachen.

Chambre des fonctionnaires et employés publics

«Eviter une réduction de l'autonomie relative du Conseil d'État»

Avis sur le projet de loi sur l'organisation du Conseil d'État et portant modification de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets

Par dépêche du 9 septembre 2015, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État a demandé l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de loi spécifié à l'intitulé.

Avant d'entrer dans l'examen de détail des dispositions du projet de loi, la Chambre rappelle une considération de principe dont elle a fait état dans son avis n° A-2728 du 8 octobre 2015 relatif à la proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État de Monsieur le Député Paul-Henri Meyers: «*l'imminence de la présentation du texte (d'une nouvelle Constitution), qui vise non pas à modifier ponctuellement certains articles de la Constitution actuelle, ou à en réformer certains aspects, mais bien à la remplacer par un nouveau texte d'ensemble, recommande, de l'avis de la Chambre, de ne pas lancer maintenant la discussion sur un élément particulier – même s'il s'agit du Conseil d'État, institution vénérable et indispensable, ancrée dans la Constitution depuis 1856*». La conclusion tirée par la Chambre des fonctionnaires et employés publics de cette situation est nette: elle ne conçoit pas qu'une adaptation de la législation concernant une seule des institutions constitutionnelles «*puisse se passer sans que soient connus préalablement le futur équilibre des institutions étatiques et la place que la nouvelle Constitution entend accorder dans cet ensemble au Conseil d'État*». Cette conclusion est plus pertinente encore dans le contexte du projet sous avis, alors que celui-ci poursuit l'introduction d'une réforme du Conseil d'État d'une envergure d'un tout autre ordre que la proposition de loi précitée.

Selon l'exposé des motifs qui l'accompagne, le projet de loi a pour objet de proposer «*toute une série d'innovations*» destinées à garantir au Conseil d'État «*de conserver sa légitimité*» et à «*assurer que ses avis continuent d'être acceptés et reconnus par le large spectre des forces politiques en présence*». En fait, il ne s'agit pas «*d'innovations*», mais d'une véritable réforme en profondeur du Conseil d'État, qui risque cependant d'avoir un effet contraire à celui auquel les auteurs du projet de loi déclarent s'attendre. La Chambre des fonctionnaires et employés publics craint en effet que les principales mesures préconisées par le projet – la réduction de la durée du mandat des conseillers d'État de quinze à douze ans, la réduction de la durée maximale du mandat du président de l'institution à quatre ans, la nomination de tous les conseillers d'État en vertu d'un critère de positionnement politique – n'aboutissent à une réduction de l'autonomie relative dont bénéficie le Conseil d'État actuellement. Les trois mesures résumées ci-dessus rendront le Conseil d'État dépendant des groupes parlementaires et de la Conférence des Présidents de la Chambre des députés. La Chambre des fonctionnaires et employés publics reviendra à ces aspects lors de l'examen des articles.

En procédant malgré cette réserve à l'examen du texte du projet de loi, la Chambre entend non seulement donner suite à la demande du Premier Ministre, mais également faire connaître sa position aux autres institutions et organes appelés à intervenir dans la procédure législative.



Examen du texte

Ad article 1^{er}

Le texte de l'article 1^{er} du projet de loi remplace l'actuel article 1^{er} de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État. Cette disposition prévoit dans son alinéa 2 que «*le siège du Conseil d'État est à Luxembourg*». En remettant en place le nouveau dispositif de règles concernant les attributions du Conseil d'État en matière législative et réglementaire, le texte sous avis omet cependant de fixer le lieu du siège du Conseil d'État.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics estime que ce lieu ne peut être autre que la capitale du pays et qu'il doit être fixé par la loi, inson par la Constitution.

Afin de combler cette lacune, l'alinéa 2 précité pourrait être inséré au Chapitre 3 («*Mode de fonctionnement*») du projet de loi, sous une nouvelle Section 3 («*Siège*») et comme nouvel article 21.

Quant au texte projeté de l'article 1^{er}, il donne lieu aux observations suivantes.

Pour ce qui est de l'urgence que le gouvernement peut invoquer afin de ne pas être obligé de soumettre à l'avis du Conseil d'État un projet de règlement grand-ducal, le changement prévu est un pas en arrière dans le domaine de la transparence entourant l'exercice des pouvoirs par les institutions de l'État. La motivation de ce changement – à savoir que l'«*évolution jurisprudentielle (consistant dans l'extension du contrôle juridictionnel à l'examen du fond de la motivation du recours à l'urgence) a conduit à alimenter l'insécurité juridique en ce sens que l'Administration n'est jamais à l'abri d'un contrôle juridictionnel de la motivation du recours à l'urgence, n'interviendrait-il que bien des années après la mise en vigueur du texte incriminé*» – omet d'examiner la raison du retournement jurisprudentiel. La Chambre estime quant à elle que ce changement jurisprudentiel n'est intervenu que parce que l'invocation de l'urgence avait tendance à devenir la règle au lieu de rester l'exception, et que dans les cas où une motivation de l'urgence était encore fournie dans le dossier, elle était souvent de pure forme et n'était destinée qu'à cacher les véritables raisons de la non-consultation du Conseil d'État (ce qui ne devenait que trop apparent si l'on mettait en parallèle les dates de l'entrée en vigueur d'une loi et de son règlement

d'exécution prétendument urgent). Que les juridictions aient réagi face à tant de désinvolture de la part de «*l'Administration*», qui en serait surpris? Par ailleurs, le gouvernement ne semble pas avoir envisagé un autre moyen, plus proche de la solution actuelle et plus respectueux de la transparence, qui aurait consisté à maintenir le caractère exceptionnel de l'invocation de l'urgence, quitte à restreindre l'intervention du contrôle juridictionnel à une période assez courte – d'un an, par exemple – calculée depuis l'entrée en vigueur du règlement. Ainsi, les personnes qui se seraient crues lésées par les dispositions d'un règlement n'auraient pas perdu la possibilité de faire examiner le bien-fondé de l'invocation de l'urgence, pour peu qu'elles aient introduit leur recours dans le délai imparti pour le contrôle juridictionnel. La sécurité juridique aurait été sauve, dans le chef des citoyens et dans le chef du public en général.

Au vu des développements qui précèdent, la Chambre signale qu'elle désapprouve catégoriquement la formule retenue par le projet de loi, selon laquelle l'urgence ne saurait faire l'objet d'un quelconque contrôle judiciaire.

Au second alinéa du paragraphe (1) de l'article 1^{er}, la Chambre des fonctionnaires et employés publics propose de biffer la virgule derrière les termes «*à l'article 65 de la Constitution*». En effet, la présence de la virgule incite le lecteur à penser que la disposition qui suit – instituant l'interdiction générale faite à la Chambre des députés de procéder au vote sur l'ensemble du texte de la loi si le Conseil d'État n'a pas encore émis son avis sur tous les articles du texte dont s'agit – est visée par référence à un texte externe qui n'est pas mentionné expressément, alors que cette règle est précisément instituée par le texte cité après la virgule.

Ad article 2, alinéa 1^{er}

Contrairement aux explications fournies par les auteurs du projet de loi dans le commentaire des articles («*cet article reprend la formulation retenue actuellement sous les deux alinéas de l'article 3 de la loi en vigueur*»), la Chambre des fonctionnaires et employés publics constate que la nouvelle disposition apporte un changement substantiel. Alors qu'en application du texte actuel, le gouvernement ne peut consulter le Conseil d'État que «*sur le principe*» si un projet de loi ou de rè-

glement grand-ducal n'est pas encore soumis à l'avis de celui-ci, le texte du projet sous avis ouvre de toutes autres perspectives, puisque le gouvernement pourra dorénavant consulter le Conseil d'État «*sur toutes autres questions*». Le sens de cet ajout est manifestement (bien que le texte ne le dise pas avec précision) que le gouvernement peut demander l'avis du Conseil d'État sur toute question de politique générale sans être lié par le contexte d'un projet de loi ou de règlement spécifique.

Si telle était effectivement la visée du projet sous avis, la Chambre pourrait se déclarer d'accord avec cette extension des attributions du Conseil d'État, sous une double condition. D'une part, le gouvernement ne devrait pas abuser de la faculté qui lui serait nouvellement ouverte. Il serait en effet trop facile de refouler sur le Conseil d'État l'incapacité dans laquelle se trouverait le gouvernement de définir sa propre politique; en noyant le Conseil d'État sous une avalanche de «*demandes d'avis*», il mettrait l'institution dans l'impossibilité effective de répondre et désignerait ainsi au public un bouc émissaire facilement trouvé. D'autre part, le texte de la future loi devrait être clair et énoncer cette nouvelle faculté de façon non ambiguë. Le texte actuel de l'alinéa 1^{er} de l'article 2 du projet de loi est en effet des plus brumeux, sinon même incompréhensible, puisqu'il autorise la consultation du Conseil d'État sur «*toutes autres questions*» sous condition que cette consultation ait lieu «*avant de saisir le Conseil d'État d'un projet de loi ou de règlement*». Ou bien cette condition n'en est pas une, puisqu'en raison des règles de fonctionnement des institutions, il y aura nécessairement toujours une saisine pour avis sur un dossier «*ordinaire*» qui sera postérieure à toute saisine pour consultation sur une question générale, ou bien les auteurs du projet veulent établir une condition, mais alors le texte devra faire l'objet de précisions supplémentaires.

Ad article 2, alinéa 2

Le texte de l'alinéa 2 de l'article 2 est assez nébuleux.

S'il ne faisait que reprendre «*la formulation retenue actuellement sous (...) l'article 3 de la loi en vigueur*», le mot «*ou*» devrait figurer entre les passages «*l'opportunité de nouvelles lois ou de nouveaux règlements*» et «*de modifications à introduire*».

Ad article 3

L'article 3 ne fait que reproduire une règle établie par la Constitution. Il est dès lors superflu. L'argument mis en avant par les auteurs du projet de loi («*renforcer la lisibilité du texte et (...) assurer le caractère complet du dispositif*») tombe à faux. En répétant dans un texte législatif des attributions données à une institution par la Constitution, on ne complète en rien la lisibilité du texte législatif et on dévalue même le texte constitutionnel. La Chambre des fonctionnaires et employés publics ne voit pas la plus-value de la démarche des auteurs du projet de loi, qui consiste à réunir simplement dans un même texte des règles issues de dispositions de deux ordres normatifs différents.

S'il s'agit de rendre le texte de la Constitution plus accessible à un lecteur non informé, le gouvernement devrait trouver d'autres moyens que la dissémination par bribes digests du

contenu de la Constitution dans des lois spéciales.

Ad article 5

L'article 5, alinéa 2 réduit la durée du mandat des conseillers d'État de quinze ans à douze ans. Dans le commentaire de l'article en question, deux arguments sont avancés en faveur de cette initiative: il s'agit de «garantir un renouveau au niveau des membres du Conseil d'État en adéquation avec l'évolution sociale» et «d'assurer davantage de roulement».

La mesure proposée aboutit certainement à «davantage de roulement» puisque la durée du mandat de conseiller est réduite de 20%. Quant à la question de savoir s'il s'agit d'une mesure qui est dans l'intérêt de l'institution, la Chambre est d'avis qu'une réduction de la durée de mandat ne peut aboutir qu'à un affaiblissement de l'institution. L'un des points forts du Conseil d'État est précisément l'expérience professionnelle apportée par chacun de ses membres et l'expérience acquise par ceux-ci au fil des années au sein de l'institution. La mesure en question ne modifie rien à l'expérience professionnelle du membre nouvellement nommé, mais réduit par contre sensiblement la durée de sa disponibilité dans le collège des conseillers. Compte tenu de la vitesse avec laquelle change l'environnement juridique national et international, le fait de pouvoir recourir à une expérience étendue de ses membres et à la mémoire y associée a permis au Conseil d'État de situer les changements législatifs dans la longue durée, sortant ainsi des aléas de la courte durée des autres mandats politiques qui dictent la vie des majorités parlementaires, donc des gouvernements.

Comme la mesure sous discussion contredit les intentions du gouvernement affichées dans le commentaire de l'article 5 (selon lequel la mesure «garantit que l'institution puisse compter sur des conseillers avisés, forts de leurs expériences acquises au sein de la Haute corporation»), la Chambre des fonctionnaires et employés publics préconise fermement que la durée du mandat du conseiller d'État soit maintenue à quinze ans.

L'autre argument mis en avant par le gouvernement en faveur d'une réduction de cette durée – à savoir que le renouveau provoqué au niveau des membres du Conseil d'État serait «en adéquation avec l'évolution sociale» – n'en est pas un, parce qu'il ne concorde pas avec la substance de la mesure proposée. Dans la situation légale actuelle, il y a un certain nombre de conditions à remplir par tous les conseillers d'État, mais aucun critère «social» n'en fait partie. Le changement proposé par le gouvernement n'est pas de nature sociale, mais de nature politique: dorénavant, l'institution appelée à proposer un candidat (à tour de rôle: le gouvernement, la Chambre des députés et le Conseil d'État lui-même) doit, aux termes de l'article 8 du projet de loi sous avis, veiller «à ce que la composition du Conseil d'État tienne compte des groupes et sensibilités politiques représentés à la Chambre des Députés à condition d'avoir obtenu au moins trois sièges au cours de chacune des deux dernières élections législatives». En somme, la composition du Conseil d'État doit refléter celle de la Chambre des députés, en ce sens que les partis politiques doivent être représentés à la Chambre des députés et au Conseil d'État avec le même poids proportionnel qui est déterminé par les élections. Il faut donc procéder périodiquement à un apurement de la liste des membres du Conseil d'État, ce qui n'est possible que si les sièges sont libérés plus rapidement que sous le régime légal actuel. Ce que recherchent les auteurs du projet de loi, ce n'est pas une «adéquation» des membres du Conseil d'État avec quelque «évolution sociale», mais avec l'évolution politique.

Pour arriver à ce but, point n'est besoin d'adapter la loi modifiée du 12

juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État. Il suffit que les trois institutions investies du pouvoir de désignation des candidats tiennent compte de la composition de la Chambre des députés et proposent des candidats susceptibles de rétablir l'équilibre politique au sein du Conseil d'État. D'ailleurs, par le passé, il aurait suffi que les trois institutions dotées du droit de proposition se soient résolues à proposer des candidats susceptibles de respecter ou de rétablir le poids proportionnel des partis politiques présents à la Chambre des députés. Il est vrai que l'équilibre politique recherché aurait ainsi été rétabli au sein du Conseil d'État avec un certain décalage sur les élections. Mais il en sera de même sous le régime prévu par le projet de loi, à moins que le chef d'État ne recoure régulièrement à la dissolution de la Haute Corporation dans son ensemble. Il est surprenant que le législateur doive intervenir pour imposer une règle qui semble être admise depuis longtemps par tous les partis représentés à la Chambre des députés et que ceux-ci pourraient donc dès à présent appliquer volontairement.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics note par ailleurs que le texte projeté ne permettra plus à l'avenir de nommer au Conseil d'État des personnalités disposant bien de l'expérience requise, mais n'étant affiliées à aucun parti politique ou n'étant pas suffisamment proches de l'une des sensibilités politiques représentées à la Chambre des députés, ce qui constitue une perte regrettable, non seulement pour le Conseil d'État, mais également pour le pays.

En présence de l'allongement de l'espérance de vie de la population luxembourgeoise constaté depuis 1996, la Chambre des fonctionnaires et employés publics recommande enfin la révision de l'âge maximal qui est prévu pour pouvoir exercer la fonction de conseiller d'État en refixant la limite d'âge à soixante-quinze ans (actuellement le mandat de conseiller prend fin si l'intéressé a atteint l'âge de soixante-douze ans). Une personne qui est à la retraite dispose de tout son temps pour s'adonner à son mandat de conseiller d'État. En effet, elle peut investir davantage d'heures par semaine dans sa fonction institutionnelle, par opposition à un conseiller plus jeune, engagé dans la vie professionnelle, qui l'oblige de consacrer le meilleur de son temps aux contraintes découlant de son emploi, et, le cas échéant, dans une vie familiale qui exige de sa part, en tant que mère ou père, un investissement en temps intensif.

Ad article 7

La Chambre se déclare d'accord que dorénavant les institutions proposant les candidats, lorsqu'il s'agit de pourvoir à la vacance d'un siège au Conseil d'État, ne soumettent plus qu'un seul candidat au chef d'État.

Selon le commentaire de l'article 7, le Grand-Duc a pour seule mission de «nommer le candidat lui proposé (...) sans disposer à cet égard d'un quelconque pouvoir d'appréciation», ce qui est assez surprenant. Sous le régime de la Constitution actuelle, le chef d'État dispose en effet d'un droit d'appréciation – formel, comme le montre l'histoire de nos institutions constitutionnelles – à l'égard de toutes les décisions qu'il doit prendre. Le texte du projet de loi serait-il donc une application anticipée du texte de la nouvelle Constitution en voie d'élaboration?

La Chambre des fonctionnaires et employés publics constate que le Conseil d'État sera obligé par la loi d'élaborer un profil du futur membre potentiel, mais que le fait pour le gouvernement ou la Chambre des députés de ne pas suivre ce profil de candidat n'est pas sanctionné. Sans règle strictement imposée par la loi, il y a cependant gros à parier que la Chambre des députés et le gouvernement trouveront sans problème des excuses pour évincer le profil élaboré par le Conseil d'État.

Ad article 8

La Chambre des fonctionnaires et employés publics a déjà étudié le contenu de l'article 8 quant au fond lors de l'examen de l'article 5 ci-avant.

Quant à la forme, elle estime que le texte devra être revu afin d'éliminer le flou qu'il recouvre actuellement. Que signifie en effet la formule selon laquelle les autorités investies du pouvoir de désignation des candidats veillent «à ce que la composition du Conseil d'État tienne compte des groupes et sensibilités politiques représentés à la Chambre des Députés»? S'agit-il de viser à atteindre une répartition proportionnelle stricte ou une répartition proportionnelle approximative? Si la lecture faite par la Chambre dans le cadre de l'examen de l'article 5 est correcte, elle reste une interprétation parmi d'autres; et dans une matière aussi sensible que la composition du Conseil d'État, les approximations et les sous-entendus n'ont pas leur place.

Ad article 10

L'article 10 porte sur la procédure de désignation d'un candidat par le Conseil d'État.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics propose de scinder en deux le dernier alinéa de cet article, en constituant sa première phrase en un alinéa indépendant et en donnant à la suite du texte la forme d'un nouvel alinéa. Ce nouvel alinéa signalerait mieux l'exception (la procédure appliquée si aucun des candidats n'a atteint la majorité absolue des voix) qu'il constitue par rapport au principe (le candidat est désigné s'il a obtenu la majorité absolue des voix) énoncé à la première phrase précitée.

Ad articles 11 à 24

Les articles 11 à 24 n'appellent pas d'observations particulières, si ce n'est que la Chambre ne comprend pas pourquoi des matières ayant figuré jusqu'ici dans le règlement d'ordre intérieur du Conseil d'État doivent en être sorties pour être coulées dans le texte d'une loi. Le Conseil d'État est une institution fondée directement sur la Constitution. Comme telle, il devrait disposer de la liberté de s'organiser à sa guise, sans que le législateur ne le traite comme s'il était placé sous tutelle.

Ad article 25

L'article 25 traite de la confidentialité et de la publicité des avis rendus par le Conseil d'État.

La première phrase de cet article – selon laquelle «les avis relatifs aux affaires soumises aux délibérations du Conseil d'État par le Gouvernement ont un caractère secret et ne peuvent être communiqués par le Conseil qu'à l'administration concernée» – prête à confusion. Les affaires qui sont soumises au Conseil d'État «par le Gouvernement» lui proviennent en fait, en vertu des règles de fonctionnement interne du gouvernement, par l'intermédiaire du Premier Ministre. L'article 27, paragraphe (1), du projet de loi est d'ailleurs très précis sur ce point. À quelle «administration concernée» le Conseil d'État serait-il dès lors autorisé à communiquer certains de ses avis? Le Conseil d'État sait peut-être quel «membre du gouvernement» a élaboré un projet déterminé. Mais quant à la question de savoir lesquelles des diverses administrations peuvent être concernées par un projet spécifique – elles sont probablement nombreuses – il serait inapproprié de demander au Conseil d'État de deviner leur degré d'intérêt éventuel.

Ad article 28

Le paragraphe (1) de l'article 28 prévoit que «les membres du Gouvernement et la commission parlementaire en charge du projet ou de la proposition de loi doivent être entendus par le Conseil d'État ou par les commissions chaque fois qu'ils le demandent aux fins de livrer des éclaircissements aux affaires en délibération».

Cette disposition reste dans le vague. Comment les membres du gouvernement et les commissions parlementaires

taires sauraient-ils que le moment est venu «de livrer des éclaircissements» au Conseil d'État pour des affaires en délibération soit en séance plénière, soit en commission? Sauf à supposer des indiscretions – provoquées peut-être par la nouvelle proximité des conseillers avec les groupes et sensibilités politiques – rien ne filtre vers l'extérieur sur l'organisation de détail des travaux du Conseil d'État.

D'une façon générale, la Chambre des fonctionnaires et employés publics estime que l'apparition de membres du gouvernement ou de commissions de la Chambre des députés dans les enceintes du Conseil d'État devra rester l'exception. Afin de ne pas accréditer l'idée auprès du public que le Conseil d'État reçoit des directives de la part du gouvernement et de la Chambre des députés, les «consultations» visées devraient avoir lieu avant que le Conseil d'État commence ses délibérations sur un dossier déterminé, et non pas en cours de route et certainement pas au moment où les commissions du Conseil d'État décident du contenu définitif à donner aux avis.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics se demande s'il ne serait pas opportun de donner au Conseil d'État un droit de consultation réciproque: pourquoi la Haute Corporation n'obtiendrait-elle pas le droit d'entendre, sur sa demande, des membres du gouvernement ou des commissions de la Chambre des députés? Le paragraphe (2) de l'article en question constitue une amorce bien timide dans la direction indiquée, mais le «droit de convocation» du Conseil d'État se limite à des fonctionnaires désignés par le gouvernement. On est donc loin d'une véritable réciprocité.

Enfin, dans le même paragraphe (2), ne serait-il pas plus juste de dire «peuvent inviter à assister à leurs délibérations» plutôt que «peuvent appeler à leurs délibérations»?

Remarque finale

La Chambre des fonctionnaires et employés publics est consciente que l'intitulé d'une loi doit indiquer non seulement l'objet direct et principal du dispositif du nouveau texte, mais aussi les lois existantes qui sont modifiées par celui-ci. C'est la raison pour laquelle est mentionnée à l'intitulé du projet sous avis la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets. La Chambre estime cependant que ce texte ne devrait pas figurer à l'intitulé d'une loi qui a pour objet de régler l'organisation du Conseil d'État, institution constitutionnelle. Elle est persuadée que la Chambre des députés ne verrait pas non plus d'un bon œil qu'une loi la concernant mentionne dans son intitulé – même pour des raisons de légistique formelle – un texte relatif aux maisons de tolérance.

Pour faire disparaître ledit texte de l'intitulé de la future loi, il suffit de supprimer du projet de loi le chapitre 9 («Disposition modificative»), comportant le seul article 37. Si la Chambre des fonctionnaires et employés publics est bien d'accord pour ne plus faire intervenir le Conseil d'État dans la procédure d'autorisation des «débts de boissons alcooliques à consommer sur place», elle est d'avis que l'adaptation afférente peut attendre une prochaine modification de la loi précitée du 29 juin 1989, le cas échéant dans le cadre de la révision d'une loi traitant d'une matière «avoisinante» à celle des cabarets. La charge de travail qui est maintenue jusqu'à une prochaine opportunité de modification n'écrase certainement pas la Haute Corporation.

Ce n'est que sous la réserve expresse de toutes les critiques, observations et recommandations qui précèdent que la Chambre des fonctionnaires et employés publics peut se déclarer d'accord avec le projet de loi lui soumis pour avis.



Des projets à l'horizon ?

Contactez-nous et découvrez nos conditions exceptionnelles

Solde Restant Dû

pour investir en toute sécurité.

Mir maachen lech méi sécher.
Votre sécurité nous tient à cœur.
www.cgfp-assurances.lu



16, rue Érasme
L-1468 Luxembourg
tél.: +352 27 04 28 01
info@cgfp-assurances.lu

«Garantir la qualité des soins et prestations»

La CGFP se prononce sur la réforme de l'assurance dépendance

Dans un courrier adressé au ministre de la Sécurité sociale la CGFP a communiqué ses réflexions en matière de réforme de l'assurance dépendance:

«Monsieur le Ministre,
(...)»

Dans les années 1980 et 1990, notre syndicat était parmi ceux qui réclamaient la mise en place d'une assurance dépendance. Dans ce sens, la Chambre des fonctionnaires et employés publics s'est exprimée dans son avis du 20 décembre 1996 en ces termes: «Il va sans dire qu'une société civilisée se doit de prendre soin de ceux de ses membres qui, pour quelque raison que ce soit, ne sont plus en mesure d'accomplir les actes essentiels de la vie sans l'assistance périodique ou régulière d'une tierce personne, parente si possible, ou professionnelle ad hoc dans la négative». Notre syndicat a toujours insisté sur la nécessité de garantir, dès le début et de manière optimale, la qualité des soins et prestations, tant au niveau des infrastructures que du personnel en charge.

Plus de quinze ans après la mise en œuvre de l'assurance, plusieurs bilans sur le fonctionnement et la viabilité financière, dont celui de 2013, dressé par l'Inspection générale de la sécurité sociale et la Cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance, ont été présentés. En 2014, une «Analyse critique du système d'évaluation de la dépendance», un rapport sur d'autres modèles et outils de financement de la dépendance ainsi que des «Réflexions dans le cadre de la réforme de la loi sur l'Assurance Dépendance» ont été publiés. Par ailleurs, nous détenons un certain nombre d'exposés et de notes explicites et instructifs au sujet de la réforme de la part de la Caisse nationale de santé et de la Cellule d'orientation et d'évaluation (CEO) du Ministère de la sécurité sociale.

La réforme actuelle est proposée dans le contexte d'une économie dont la compétitivité est considérée comme étant une des meilleures du monde, d'un taux de chômage néanmoins loin d'être négligeable et d'une espérance de vie qui, heureusement, augmente constamment, ce qui entraîne également un accroissement du nombre de personnes dépendantes.

Il s'agit à l'heure actuelle de pérenniser le système d'aides et de soins de qualité à un coût abordable pour ceux qui y contribuent. Nous estimons que c'est dans ce sens que le Gouvernement s'est donné un programme ambitieux de réforme de l'assurance dépendance. Dans le cadre du fameux pacte d'avenir, le Gouvernement estime devoir prendre des mesures de réduction des dépenses en gelant la valeur monétaire et en appliquant les critères d'octroi des prestations d'une façon «plus efficiente».

Il y a lieu de relever qu'actuellement, les recettes et les dépenses courantes de l'assurance dépendance se trouvent à peu près en équilibre alors que la réserve excédentaire fond lentement. La CGFP insiste pour que l'Etat, en tant qu'un des financiers de l'assurance, continue à contribuer aux frais de façon proportionnelle, c'est-à-dire sans plafonnement. Avant toute augmentation des ressources financières, il convient de réviser la gestion de l'assurance et de se doter de tous les moyens nécessaires en vue de combattre efficacement d'éventuels abus commis soit par des prestataires ou fournisseurs, soit par des bénéficiaires. Les fraudes éventuellement constatées doivent être sanctionnées de façon pertinente et efficace au moyen de dispositions légales claires.

Nous avons compris que depuis cette année, à législation constante, la Cellule d'orientation et d'évaluation du Ministère de la sécurité sociale applique les stan-



dards d'octroi d'une aide de façon «plus efficiente», mais, selon cette dernière, pas de façon plus restrictive. D'après la loi, ces aides et soins sont accordés dans un souci d'économie tout en respectant les besoins du bénéficiaire. Alors qu'il faudra dorénavant mieux veiller à éviter des abus, voire des fraudes, commis par toutes sortes d'acteurs du système, il faudra néanmoins insister pour que les personnes dépendantes puissent profiter d'aides et de soins de bonne qualité et adaptés à leurs besoins spécifiques.

La réforme de la législation prévoit la mise en place d'un financement par forfaits, c'est-à-dire l'introduction d'un système de classes dans lesquelles les personnes dépendantes seraient rangées. L'actuel plan de prise en charge prévoit les prestations à fournir jusque dans les moindres détails. Ces prestations sont documentées et facturées à la CNS suivant ces détails et un tel plan reste en vigueur jusqu'à sa révision qui se fait souvent seulement après des années. Cette façon de procéder serait remplacée par un système qui prévoit l'évaluation de la dépendance, l'attribution d'une classe de dépendance à l'assuré(e) et la fixation, par la CEO, d'objectifs à atteindre dans des délais indiqués au profit de la personne dépendante en fonction du genre de dépendance.

En analysant les avantages et les inconvénients du système actuel et du système par classes proposé, la CGFP peut souscrire au principe du système par classes sous réserve que ce système soit impérativement lié à la fixation, pour chaque personne dépendante, d'objectifs que le prestataire doit atteindre à l'égard de la personne dépendante traitée et à condition que la CEO assure un réel contrôle de la mesure dans laquelle les objectifs sont atteints. Les aides et soins prodigués doivent notamment permettre de ralentir la perte d'autonomie, en tenant davantage compte des capacités résiduelles d'une personne que des déficits existants. Nous estimons que de cette façon, la qualité des prestations fournies à l'assuré(e) pourrait être mieux garantie par rapport au système actuel qui est un système rigide de services prédéfinis et, en principe, exécutés selon le plan. Bien entendu, en cas de défaillance d'un prestataire par rapport aux objectifs fixés, les moyens légaux doivent exister afin de sanctionner un tel prestataire. Toutefois, à l'heure actuelle, il n'y a pas de propositions concrètes concernant le nombre et le contenu des différentes classes. La procédure permettant à une personne dépendante de passer d'une classe à une autre n'est pas définie non plus. Au vu de ces points qui méritent d'être clarifiés, la CGFP émet donc des réserves à l'égard du système de classes proposé.

Suivant l'objectif de favoriser le maintien à domicile des personnes dépendantes, les aides et soins relevant du do-

main du «soutien» sont ceux du conseil, des tâches domestiques et de la mobilité en dehors de ce qui relève des actes essentiels de la vie. Le principe d'éthique impose à l'égard des personnes devenues dépendantes de leur fournir des aides et soins qui vont au-delà de ce qui est essentiel à la vie. Selon les besoins individuels, une prise en charge appropriée des besoins d'hygiène et de nutrition doit être garantie. Il en est de même en ce qui concerne la mobilité de ces gens, en particulier pour leur permettre de se déplacer chez les professionnels de santé et, au besoin, de faire les approvisionnements nécessaires. Les activités d'appui à l'indépendance, fournies par le biais de l'assurance dépendance, doivent être maintenues ou développées.

Les critiques formulées à l'égard de multiples déplacements prétendument effectués par excès doivent être adressées en élaborant un guide de bonne conduite.

La CGFP estime que la personne qui aide systématiquement une personne dépendante en vue d'atteindre les objectifs fixés par la CEO doit bénéficier d'un statut spécifique qui, sur base des indemnités perçues, lui assure un droit à pension en vertu de ce travail. Plusieurs solutions pratiques sont envisageables. La CNS devra néanmoins exiger que le dépendant prouve l'inscription de l'aide en tant que tel auprès de la sécurité sociale avant de verser les prestations en espèces.

La mise à disposition des aides techniques qui se fait sur base conventionnelle entre la Caisse nationale de santé et le Service des moyens accessoires, association sans but lucratif (SMA a.s.b.l.) semble fonctionner à la satisfaction des intéressés. La CGFP estime qu'une intervention du législateur ne s'impose pas à ce jour.

L'adaptation du logement d'une personne dépendante dont la contribution financière est actuellement déjà plafonnée, ne doit pas dépasser les ressources dont dispose l'assuré.

La CGFP attache une très grande importance à la qualité des prestations et à son contrôle. Telle qu'énoncée par la CEO, «la «qualité» commence avant la prestation, passe par la prestation d'aides et de soins et se combine avec l'organisation autour et pour le bénéficiaire».

Il s'agit donc de définir des normes et standards ainsi que des procédures de contrôle de l'application de ces normes et standards.

Les normes et standards (référentiel qualité) devraient être élaborés par la Commission de qualité des prestations et arrêtés par le Ministre de la sécurité sociale.

De l'avis de la CGFP, la composition de cette commission devrait être élargie à tous les organes qui contribuent au financement de l'assurance dépendance,

en particulier la CNS et pour des raisons évidentes d'organisation et de collaboration entre les organes de la sécurité sociale, à l'Agence eSanté.

Le contrôle de la qualité des prestations fournies aux personnes dépendantes devrait être assuré par la CEO, non seulement en cas de plaintes qui lui sont présentées, mais également suivant un programme bien établi en début d'année. Ce contrôle est une condition impérative dans toute forme d'organisation des prestations de l'assurance dépendance. Il est d'autant plus indispensable en cas d'introduction du système forfaitaire rangeant les assurés en différentes classes selon le genre et le degré de dépendance et lié à des objectifs imposés aux prestataires à l'égard du bien-être des personnes dépendantes. Le contrôle porterait sur le respect des normes et des standards, sur les objectifs et les résultats de la prise en charge et sur la facturation des prestations. Un service spécialisé dans cette matière, n'ayant pas d'autres attributions, devrait documenter annuellement ses activités par un rapport, adressé au Gouvernement et à la CNS et accessible au public.

Si ces contrôles révèlent des dysfonctionnements, la législation doit prévoir non seulement des agents qui sont en droit de poursuivre et de constater ces dysfonctionnements, mais également des mesures administratives telles que des amendes ou le retrait d'un agrément ou des sanctions pénales à l'égard des personnes jugées responsables de ces dysfonctionnements.

En matière d'organisation, la CGFP réitère sa position formulée en 2008 selon laquelle la CEO devrait être un service public placé sous l'autorité du ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale mais, par dérogation aux dispositions de l'article 386.1 CSS actuel, non «rattaché à l'Inspection générale de la sécurité sociale».

L'assurance dépendance, qui doit essentiellement aider les personnes à accomplir les actes essentiels de la vie, touche à ses limites lorsqu'il s'agit d'aider les personnes handicapées dans le but de promouvoir leur autonomie, les personnes présentant des incapacités de travail dans le but de favoriser leur intégration ou les cas à sévérité importante. Il y a donc lieu de faire une distinction entre, d'une part, les bénéficiaires de la seule assurance dépendance et, d'autre part, les personnes souffrant d'une dépendance particulièrement sévère ne leur permettant pas d'effectuer les actes essentiels à la vie, les personnes souffrant d'un handicap ainsi que les personnes incapables de travailler. En sus des prestations prévues par l'assurance dépendance, ces personnes doivent bénéficier de la solidarité nationale en vertu de dispositions légales complémentaires spécifiques pour couvrir leurs besoins. Ces personnes doivent notamment pouvoir bénéficier de l'accompagnement socio-pédagogique des personnes en situation de handicap ou de l'accueil gérontologique qui nécessite une permanence d'assistance et de soins.

Un système de prévention des maladies qui amènent une personne à la dépendance (p. ex. maladie d'Alzheimer, l'ostéoporose) doit être mis en place. Il incombe toutefois à l'Etat en tant que promoteur du bien commun, dans ce cas au Ministère de la Santé, d'organiser un tel système de médecine préventive.

Dans l'espoir que nos positions trouvent un accueil favorable, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre parfaite considération.»

Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch
eines jeden

BHW und CGFP

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit
und zwar zu den
allergünstigsten Bedingungen

Unschlagbares Angebot

für:
Wohnungsbau/-kauf
Modernisierung
Grundstückwerb

mit:
Sofortkredit
CGFP-Vorzugsdarlehen
Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten

Bitte ausfüllen und einsenden an:

OEL/CGFP

Oeuvre CGFP
d'Épargne-Logement
B.P. 595 – L-2015 Luxembourg

Baukredit:

(Name)

(Vorname)

Ich bitte um
unverbindliche
Beratung durch einen
CGFP/BHW-Berater

(Straße, Hausnummer)

(Plz. /Wohnort)

(Telefon)

(Dienstbezeichnung)

(Dienststelle)

Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2015

Bausparen

aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement

BHW Dispo maXX

Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohnraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld.

Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenzinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenzinsen.

Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Zudem sind die Zinserträge auf Bausparguthaben von der Quellensteuer befreit (ein CGFP-Erfolg). Das lohnt sich!



Gut bedacht durch den Winter



Der Herbst bringt wieder stürmische Tage – wer rechtzeitig sein Haus wetterfest macht, vermeidet hohe Reparaturkosten. Die größte Gefahr droht dem Dach.

Herbststürme, Frost, Hagel und Schneefall richten in jedem Jahr beträchtliche Schäden an Dach- und Außenwänden an. In 70 Prozent aller Fälle sind starke Stürme oder sogar Orkane die Ursache. Vorbeugen ist hier besser als jede Versicherung!

Vorrang fürs Dach

Häufig löst ein kräftiger Sturm Dachziegel, Windböen drücken den Regen unter die Ziegelerde der Dachschrägen. Die Folge: Durch eindringende Feuchtigkeit bilden sich Pilz und Schimmel im Gebälk. Durchnässter Dämmstoff treibt wegen des Wärmeverlustes auch die Heizkosten in die Höhe. Gelockerte Dachziegel zu fixieren hat für Hausbesitzer

deshalb oberste Priorität. Auch zugige Haustüren oder Fenster, defekte Solaranlagen oder Außenjalousien gehören auf die Reparatur-Agenda – schon wegen der Energiekostenrechnung.

Gute Rücklage

„Regelmäßige Instandsetzungen an Haus oder Wohnung sind eine überaus wichtige Vorbeugemaßnahme gegen sonst auftretende Langzeitschäden, die fatale finanzielle Folgen haben können“, betont Steffen Zwer von der BHW Bausparkasse. Von den Ausgaben, die hier anfallen, sollten sich Hausbesitzer nicht überraschen lassen. Wer beispielsweise einen Bausparvertrag über 20.000 oder 30.000 Euro abschließt, kann auf Reserven zurückgreifen und verschafft sich Handlungsspielraum. Fällt ein größerer Betrag an, kann man sein Kapital zusätzlich mit Krediten aufstocken.

Fertighäuser: Stressfrei ins Eigenheim



Unter dem Motto „Schneller schöner Wohnen“ haben sich Fertighäuser inzwischen einen exzellenten Ruf erworben.

Verzögerungen auf der Baustelle können Baufamilien Geld und Nerven kosten. Eine Alternative sind intelligent geplante Fertighäuser. Die Häuser werden im Werk vorgefertigt, gleichzeitig mit den ersten Baumaßnahmen vor Ort. Der überschaubaren Kosten wegen erfreut sich das Fertighaus nicht nur bei jungen Familien zunehmender Beliebtheit.

Beste Energieeffizienz

„Wichtig bei der Wahl des Fertighaus-Anbieters sind die Qualitätskriterien, die der Hersteller garantiert“, weiß Stefanie Binder von BHW. So unterliegen gesundheitszertifizierte Öko-Fertighäuser hohen Qualitätsanforderungen und Umweltpflichten. Sie verwenden ausschließlich schadstoffgeprüfte Baustoffe und zeichnen sich durch Energie-

effizienz und innovative Haustechnik aus. Vom Designhaus über das Ökohaus bis zum Bungalow punkten sie mit moderner Grundrissgestaltung und smartem Design. Selbst spätere An- und Aufbauten sind möglich. Das Alles-aus-einer-Hand-Prinzip bietet Termin- und Kostensicherheit. Haben sich Baufamilien für ein Fertighaus entschieden, dauert es etwa sechs Wochen, bis die Bodenplatte und die einzelnen Bauteile fertiggestellt sind und zum Grundstück transportiert werden. Dort angekommen, setzen Handwerker das Haus in wenigen Tagen zusammen.

Verträge genau prüfen

„Erwerber von Fertighäusern sollten den Vertrag stets von einem Baujuristen prüfen lassen“, empfiehlt die BHW Expertin. „Sachverständige helfen, mögliche Tücken im Kleingedruckten zu erkennen.“ Und wer's genau wissen will: Einige Fertighaushersteller bieten sogar ein Probewohnen an.

„fonction publique“-Themenreihe

Über das Problematische an Problemen

oder

Die Lösung als Voraussetzung des Problems

Teil 2



„Die Suche nach einer Lösung stellt einen Läuterungsprozess, einen Lernvorgang, eine (geistige) Entwicklung und einen Erkenntnisgewinn dar.“, schreibt Claude Heiser, Erster Vizepräsident der CGFP. Manchmal scheine der Weg zur Lösung noch wichtiger zu sein als die Lösung selbst, denn er sichert die ständige Dynamik der geistigen Tätigkeit.

Alexanders „Scheinsieg“ in Gordion

Dem bereits an die moderne Gesellschaft gerichteten Vorwurf, alles und jeden zu problematisieren, kann die Feststellung einer zunehmenden Tendenz der Problembeschreibung bzw. der „Pathographie“ hinzugefügt werden. So werden zum Beispiel in der Werbung fast ausschließlich Probleme beschrieben (Magenbeschwerden, zerknitterte Wäsche, zu viel Benzinverbrauch, Sonnenbrand usw.), um Lösungen anbieten bzw. vermarkten zu können. Es geht um den Verkauf von Lösungen: Dass es anscheinend ein Problem gibt, dessen wird man sich erst durch die Darbietung verlockender Lösungen bewusst, also: Problemerschaffung bzw. Problemherstellung durch die Präsentation von Lösungen – auch hier bleibt die Interdependenz zwischen Problem und Lösung bestehen. Hier liegt auch die Gefahr des zeitgenössischen Trends der trivialliterarischen und populärwissenschaftlichen Lebenshilfen: Alle Lebensbereiche werden psychologisiert und Probleme geschaffen, damit die Daseinsberechtigung von angebotenen Lösungen gesichert sei. Psychologisierende oder pseudopsychologische Lebenshilfen oder Lebenshelfer versuchen, Probleme aufrechtzuerhalten bzw. die Menschen in ihren (vermeintlichen) Problemen zu unterstützen und zu bestärken, allein um die Lösungen vermarkten zu können. Hier gibt es kein Entrinnen, denn auch wenn ich kein Problem habe, ist es gerade mein Problem, dass ich mir meines Problems nicht bewusst bin. Der „Seelenklempner“ hilft mir zur wahren Bewusstwerdung von Pro-

blemen (die ich ohne ihn nicht hätte), deren Lösung er bereits griffbereit hat: Also kein Problem ohne Lösung!

Ferner drängt sich die Frage nach der Problembeschreibung im (zeitgenössischen) Literaturbetrieb auf. Auch dieser wimmelt von der Darbietung von meistens zwischenmenschlichen Problemen. Jüngst sorgten die pornographisch anmutenden Romane der Skandalautorin Charlotte Roche für Aufsehen. Was wird dargestellt? – Nach jahrzehntelangen emanzipatorischen Bestrebungen die Reduzierung der Frau auf ein Lustobjekt, wobei die wohl berühmteste deutsche Feministin Alice Schwarzer in Roches Roman *Schoßgebete* als „feministische Rachegöttin“ verunglimpft wird. Schwarzers Reaktion auf ihrer Internetseite wurde quasi zum geflügelten Wort. Der *Tagesspiegel* berichtete auf seiner Internetseite: „Hallo Charlotte“, schreibt sie [d.i. Alice Schwarzer] im Blog ihrer Webseite *aliceschwarzer.de*. „Ich bin's, dein Über-Ich. Du weißt schon, diese feministische Rachegöttin, die Seite an Seite mit deiner Mutter durch dein Buch geistert.“ Die Sexszenen hält sie für einen Verkaufstrick und mahnt: „Eines allerdings wäre fatal: Wenn deine Leserinnen deine verrückte Heimschulze über Sex & Liebe für ein Rezept halten würden. Denn du hast nicht die Lösung, du hast das Problem.“¹⁰ Dass diese Autorin, die die Frau im 21. Jahrhundert so darstellt, als hätte es weder Emanzipation, Gleichberechtigung oder sogenannte „gender studies“ gegeben, wahrlich keine Lösung vorschlägt, liegt auf der Hand, doch hat sie wirklich das Problem? Ja, sie hätte das Problem, sie würde ein Problem

literarisch darstellen, wenn es darum ginge, qua Deskription die Missstände einer Gesellschaft aufzudecken, zu denunzieren und zum Nachdenken und Handeln anzuregen. Wenn die Suche nach einer Lösung erwünscht und diese möglich bzw. wahrscheinlich ist, darf man durchaus von einem Problem reden. Falls es aber lediglich um ein akzeptierendes Porträt geht, das keine Lösung in Aussicht stellt oder in Erwägung zieht, das vielleicht überhaupt keine Lösung erwünscht, so verfällt der Problemcharakter: In diesem Fall hätte Roche weder das Problem noch die Lösung, sondern stellte lediglich einen nun leider unumstößlichen Tatbestand dar – insofern handelte es sich um puren Voyeurismus.

Literatur, die diesen Namen verdient, stellt das Öfteren Problematisches in den Vordergrund – man mag sich fragen warum. Warum nicht den schönen Dingen des Lebens seine volle Aufmerksamkeit schenken, anstatt immer Probleme zu wälzen? Friedrich Dürrenmatt liefert bereits eine plausible Antwort mit seiner Dramaturgie der



Psychologisierende oder pseudopsychologische Lebenshilfen oder Lebenshelfer versuchen, Probleme aufrechtzuerhalten bzw. die Menschen in ihren (vermeintlichen) Problemen zu unterstützen und zu bestärken, allein um die Lösungen vermarkten zu können. Der „Seelenklempner“ hilft mir zur wahren Bewusstwerdung von Problemen (die ich ohne ihn nicht hätte), deren Lösung er bereits griffbereit hat: Also kein Problem ohne Lösung!

„schlimmstmöglichen Wendung“; warum stellt er in seinen Werken jeweils und in allen Bereichen den „worst possible case“ dar? Seine Antwort: „Durch die schlimmstmögliche Wendung, die ich einer dramatischen Fiktion gebe, erreiche ich auf einem merkwürdigen Umweg über das Negative das Ethische: Die Konfrontierung einer gedanklichen Fiktion mit dem Existentiellen.“¹¹ Lediglich „Grenzsituationen“ bewegen den Menschen zum Nachdenken. Die Darstellung von Problemen soll also zum Nachdenken oder, wie Brechts episches Theater es bezweckt, zum realen Handeln anregen. Nachdenken und Handeln sind insofern Lösungsversuche oder die Suche nach einer Lösung, weil man

überzeugt ist, dass es eine solche geben kann, dass sie wahrscheinlich bzw. möglich ist. Insofern sollte Literatur Probleme ins Bewusstsein rufen, wenn sie eine Suche nach möglichen Lösungen erlaubt, auch wenn diese noch nicht unmittelbar gefunden werden können.

Konstruktive Probleme

„Probleme sind Schwierigkeiten, die jemand hat. Unter diesen gibt es willkommene und unwillkommene. Die philosophischen zählen zu den willkommenen. Ein philosophisches Problem hat nur, wer gerne in dieser Art von Schwierigkeiten steckt – jedenfalls grundsätzlich.“¹² Im Gegensatz zu den eigens geschaffenen, erdichteten Problemen, die oben als eine Krankheit unserer Zeit entlarvt worden sind, gibt es eine Reihe von Problemen, die man als durchaus positiv bzw. konstruktiv werten darf, als da wären die philosophischen Probleme, die wissenschaftlichen Probleme und vielleicht auch die philosophischen Scheinprobleme. Diese Schwierigkeiten richten alle ihr Augenmerk auf die Suche nach einer Lösung, wobei dieser Suche teilweise mehr Wert beigemessen wird als dem Problem an sich. Denn die Suche nach einer Lösung stellt einen Läuterungsprozess, einen Lernvorgang, eine (geistige) Entwicklung und einen Erkenntnisgewinn dar; manchmal scheint der Weg zur Lösung noch wichtiger zu sein als die Lösung selbst, denn er sichert die ständige Dynamik der geistigen Tätigkeit. So die Idee im 20. Jahrhundert, „dass es den Wissenschaften umgekehrt darum gehen müsse, sich von der vermeintlichen Sicherheit der Lösungen zu lösen und diese wiederum als Problem zu betrachten, und zwar insofern, als jede vermeintliche Lösung sich ihrerseits auch als zutreffend und ungenügend herausstellen könnte und dann wiederum zum Problem mutieren könne. Gerade dies mache die Dynamik bzw. den Fortschritt in den Wissenschaften aus.“¹³ Die Tatsache, dass Lösungen wieder zu Problemen bzw. neuen Prämissen umgestaltet werden sollen, un-



Die berühmteste deutsche Feministin Alice Schwarzer – eine beeindruckende Persönlichkeit, die zu Unrecht in Charlotte Roches Roman „Schoßgebete“ demontiert wird.

Miles & More
Lufthansa

Luxair



Souscrivez dès maintenant et bénéficiez d'avantages attrayants!
Infos sur www.miles.lu, souscription dans votre agence BCEE
Décision rapide récompensée: jusqu'à 250 € de remise sur votre prochain vol Luxair*

Exclusivité BCEE

CUMULEZ DES MILES!
SUR TERRE ET DANS LES AIRS.

Cumulez des Miles de prime à chacun de vos achats. Et profitez-en deux fois plus chez Luxair* et tous les autres partenaires Miles & More!

SPUERKEESS
Äert Liewen. Är Bank.

* à l'exclusion des vols et voyages LuxairTours, voir conditions générales de vente Luxair disponibles sur www.miles.lu

Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775, www.bcee.lu, tél. (+352) 4015-1



Manchmal scheint der Weg zur Lösung noch wichtiger zu sein als die Lösung selbst, denn er sichert die ständige Dynamik der geistigen Tätigkeit.

terstützt die These der Interdependenz zwischen beiden Größen.

Philosophische Scheinprobleme, sogenannte Fragen über Gott und die Welt, dürfen in einem humanistischen Sinn als geistig gewinnbringend akzeptiert werden, auch wenn sie meines Erachtens keine wirklichen Probleme darstellen. Rudolf Carnap zufolge finden sich Scheinprobleme dort, wo Fragen ohne echte Sachhaltigkeit erörtert werden; dies seien in der Regel metaphysische Fragen.¹⁴ Und Probleme, die sich nicht auf Sachverhalte beziehen und eines Grundes, nach dem gesucht werden muss, um das Problem zu lösen, entbehren, sind keine Probleme. Es sind, wenn auch durchaus interessante und bereichernde Erkenntnisse, letzten Endes geistige Konstrukte, die keiner notwendigen Lösung bedürfen, und somit ein Luxus, den man sich gönnen kann, wenn die materiellen Probleme beseitigt sind bzw. nicht bestehen. Es wird manchmal behauptet, dass

Menschen, die die materiellen Probleme nicht mehr bewältigen, da ihnen die Kraft, das Wissen oder die Mittel fehlen, um eine durchaus mögliche Lösung zu finden, sich intensiver der Metaphysik zuwenden. Dies scheint durchaus verständlich zu sein, denn dort begeben sie sich in eine Sphäre, in der das Kausalitätsprinzip bzw. der Satz vom Grund aufgehoben ist: Dort gibt es immaterielle Lösungen, die man nicht selbst zu finden braucht.

Anleitung zur Problembewältigung – statt eines Fazits

Den Gordischen Knoten durchzu-hauen, führt letzten Endes zu nichts, da diese Methode das Individuum da-von abhält, den Verlauf der einzelnen Stränge allmählich zu erkennen und durch diese Erkenntnis den Knoten ein- für allemal zu lösen. Der Knoten ist nur durch das geschickte Einfä-deln einzelner Stränge entstanden,



Ohne Verwirrung keine Entwirrung und ohne Entwirrung keine Verwirrung: Das eine hängt unmittel-bar mit dem anderen zusammen, so wie das Problem mit seiner Lösung eng verbunden ist.

und diese einzelnen Stränge zu fin-den, darin besteht die einzige Lösung des Problems. Es gibt keinen Knoten, der nicht zu entwirren wäre, da er zunächst durch eine „Verwirrung“ entstanden ist. Ohne Verwirrung keine Entwirrung und ohne Entwirrung keine Verwirrung: Das eine hängt unmittelbar mit dem anderen zusam-men, so wie das Problem mit seiner Lösung eng verbunden ist. Deshalb:

Da nichts ohne Grund ist, hat jedes Problem seinen Grund.

Probleme gibt es nur, wenn die Wahrscheinlichkeit oder Mög-lichkeit einer Lösung besteht.

Lösungen, die Probleme hervor-rufen, die es ohne sie nicht gäbe, sind zu vermeiden.

Was impliziert ein Problem? – Die Lösung. Alles andere sollten wir uns ersparen.

Claude Heiser

¹⁰ tagesspiegel.de, zuletzt eingesehen am 19.8.2015, H.v.m.

¹¹ Dürrenmatt, Friedrich: Sätze über das Theater, in: Ders.: Gesammelte Werke in sieben Bänden, Bd. 7: Essays. Gedichte, Zürich 1996, S.151.

¹² Seel, Martin: Sechs nur scheinbar wi-dersprüchliche Antworten, in: Schulte, J./ Wenzel, U. W. (Hrsg.): Was ist ein „philosophisches Problem“?, Frankfurt a. M. 2001, S. 155, zit. n. Sandküh-ler, Hans Jörg (Hrsg.): Enzyklopädie Philosophie. In drei Bänden mit einer CD-ROM, unter Mitwirkung v. Dagmar Borchers, Arnim Regenbogen, Volker Schürmann u.a., Hamburg 2010, s.v. Problem, philosophisches, S.2151f.

¹³ Sandkühler: Enzyklopädie Philosophie, s.v. Problem, philosophisches, S.2152.

¹⁴ Vgl. ebd., S.2157.

CGFP

Webinfo

Schnell und
übersichtlich
informiert:

www.cgfp.lu

CGFP

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE & FONCTION PUBLIQUE

Das Bild der Woche

CGFP

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE & FONCTION PUBLIQUE

Das Bild der Woche

Glasses

Paperclips

Pens

Calendar

Coffee

Color palette

Sticky notes

Europäische Union der Unabhängigen Gewerkschaften (CESI)

25 Jahre CESI

Ein Festakt zum Jubiläum

Mit einem feierlichen Festakt in Brüssel beging die Europäische Union der Unabhängigen Gewerkschaften am vergangenen 1. Dezember ihren 25. Jahrestag. Im Jahre 1990 gegründet, hat sich die CESI im Laufe der Jahre zu einem starken Dachverband europäischer Berufsverbände mit über fünf Millionen Mitglieder entwickelt und ist seit dem Jahre 2005 von der Europäischen Kommission anerkannte Sozialpartnerin im europäischen Sozialdialog. Mit CGFP-Generalsekretär Romain Wolff steht seit Dezember 2012 erstmals ein Luxemburger an der Spitze der CESI.

Nach einleitenden Willkommensworten durch CESI-Generalsekretär Klaus Heeger zeigte sich CESI-Präsident Romain Wolff ganz besonders erfreut, bei der 25-Jahr-Feier begrüßen zu können: den Vizepräsidenten des Europäischen Parlamentes Dimitris Papadimoulis, Staatssekretär Marc Hansen, zugleich Vertreter der luxemburgischen EU-Ratspräsidentschaft, den Generaldirektor der EU-Kommission, Michel Servoz, u.a. zuständig für die Bereiche Bildung und soziale Angelegenheiten, den Ehrenvorsitzenden der CESI, Peter Heesen, sowie viele heutige und vormalige „Freunde der CESI“.

Bei den Vorbereitungen der Festlichkeiten zum 25-jährigen Bestehen der Europäischen Union der Unabhängigen Gewerkschaften sei man von den aktuellen Ereignissen überrollt worden, der Flüchtlingskrise auf der einen Seite, aber noch mehr von den barbarischen Anschlägen von Paris. Ein Treffen in Brüssel wäre in der Woche zuvor wahrscheinlich nicht denkbar gewesen. Die Präsenz zahlreicher Teilnehmer an der 25-Jahr-Feier zeige, wie stark sie sich mit der CESI verwurzelt fühlten.

Seit nunmehr 13 Jahren dürfe er, Romain Wolff, nun schon bei der CESI mitwirken, acht Jahre lang als Vizepräsident und seit drei Jahren als deren Vorsitzender. Besondere Dankesworte richtete Romain Wolff an Pierre Trausch, den vormaligen Ersten Vizepräsidenten der CGFP, ohne den er die CESI vermutlich nicht einmal kenne. Auch Peter Heesen, seinem Vorgänger im Amt des CESI-Präsidenten, wolle er für seine Unterstützung danken, die er ihm während all dieser Jahre habe zukommen lassen.

Als sich die CESI im April 1990 in Brüssel ihre Satzung gegeben habe, hätten sieben Gewerkschaften den Gründungsvertrag der CESI unterzeichnet. Danach sei dann eine Union der Gewerkschaften des öffentlichen Dienstes innerhalb der CESI geschaffen worden mit Namen USSP. Seit ihrer Gründung habe die CESI die Unabhängigkeit, vor allen Dingen die politische Unabhängigkeit, der Gewerkschaftsbewegung garantieren und erhalten sowie den Gewerkschaftspluralismus in einem sich wandelnden Europa gewährleisten wollen. Bereits damals sei eine immer größer werdende Anzahl von Fragen, die zuvor auf nationaler Ebene geregelt worden seien, auf europäischer Ebene diskutiert und behandelt worden.

Seit 1955 schon habe sich die damalige CIF vom europäischen Einigungsprozess und von der Beschleunigung dieser Einigung angesprochen gefühlt. Es habe damals „viel Bewegung“ im Osten von Europa gegeben und es sei darum gegangen, Probleme effizient zu lösen. Und daraus sei dann der Gedanke des europäischen Einigungsprozesses entstanden. Selbst das Europäische Parlament habe damals dafür Sorge getragen, dass die Gewerkschaften pluralistisch aufgestellt seien,

damit sich alle Bürgerinnen und Bürger vertreten fühlten und ihre Stimme laut machen könnten.

Für die Gründergewerkschaften der CESI sei es völlig klar gewesen, dass ein europäischer Wirtschaftsraum ohne Grenzen nur dann existieren könne, wenn parallel dazu auch ein sozialer Raum entstehe mit verbesserten sozialen Normen. Und wenn es einen verbindlichen juristischen Rahmen gebe für grundlegende Sozialrechte.

Die CESI sei damals ins Leben gerufen worden, so CESI-Präsident Romain Wolff weiter, um unabhängigen Berufsverbänden eine Stimme und eine würdige Repräsentation zu geben in diesem Augenblick des Wandels. Im selben Jahr sei auch die Akademie Europa als wissenschaftliches Standbein der CESI gegründet worden. „Seitdem haben wir im sozialen Dialog enorme Fortschritte erlebt“, so Romain Wolff weiter. Für die CESI jedenfalls bleibe der Pluralismus nach wie vor der Grundpfeiler einer demokratischen Governance. Die Freiheit und der Pluralismus seien für die CESI stets unumstößliche Grundsätze gewesen.

2005 dann habe die CESI von der europäischen Kommission die Anerkennung als Sozialpartnerin erhalten. Seitdem sei die CESI auf europäischer



Als Schlussredner unterstrich der CESI-Generalsekretär die Bedeutung des europäischen Semesters, das die CESI ihren Mitgliedsorganisationen näherbringen wolle. Europa stehe in der Tat vor großen Herausforderungen. Und deshalb sei der Zusammenhalt ja auch so wichtig. Klaus Heeger wörtlich: „Es ist besser, mit der CESI zu arbeiten als ohne die CESI oder gar gegen die CESI“.

Ebene repräsentativ, wenn es um die Beschäftigten des öffentlichen Dienstes gehe.

Der Wettbewerb, der Binnenmarkt und der Euro seien alles Aspekte und Werte, die das Antlitz Europas prägten. Nichtsdestotrotz vertrete die CESI die Meinung, dass Europa noch näher an den Bürger rücken müsse. Und dass die Berufsverbände alles unternehmen müssten, um ein recht hohes soziales Schutzniveau zu gewährleisten. Die CESI jedenfalls sei bereit, auf allen Ebenen mitzuwirken, damit ein tatsächlicher europäischer Sozialdialog



Staatssekretär Marc Hansen, als Vertreter des luxemburgischen EU-Ratsvorsitzes, umgeben von CESI-Präsident Romain Wolff und CESI-Generalsekretär Klaus Heeger.

entstehe, bei dem die Parteien aufeinander zuzugingen, in einem Klima des gegenseitigen Respekts. Und dass diese Partner dann auch die entsprechenden Schlussfolgerungen zögen, die dann zu Kompromisslösungen führten, die für alle profitabel seien. Die CESI, so Präsident Romain Wolff fest entschlossen, plädiere also für eine Vertiefung, für eine Verdichtung des sozialen Dialogs.

Die europäische Politik habe zunehmend Auswirkungen auf den öffentlichen Dienst. Dieser werde von interessierter Seite sehr häufig öffentlich diskreditiert. Und die Beschäftigten im öffentlichen Dienst würden immer weiter präkarisiert oder sogar reduziert. Deswegen sei es die Aufgabe der CESI, ihrer Rolle einer Gewerkschaft der Solidarität weiterhin gerecht zu werden und ihre Stimme noch lauter zu erheben als heute, zugunsten eines Europas der Bürger, zugunsten eines qualitativen öffentlichen Dienstes und zugunsten von hohen Beschäftigungsstandards, die einen soliden Zusammenhalt erlaubten.

Wirtschaftliche und soziale Faktoren

Für den Vizepräsidenten des Europäischen Parlamentes, Dimitris Papadimoulis, stehe die Europäische Union in der Tat vor großen Herausforderungen. Einige der wichtigsten zu bewältigenden Aufgaben stünden in direktem Zusammenhang mit der Wirtschafts- und Finanzkrise und den sozialen Folgen daraus, die große Auswirkungen auf das Leben der EU-Bürger und der Beschäftigten der Europäischen Union hätten. Es gehe schlicht und ergreifend darum, Lehren daraus zu ziehen und Europa erneut zu dem zu machen, was es einmal gewesen sei: zu einem Raum des Reichtums, basierend auf Stabilität, auf Wachstum und einer kompetitiven sozialen Marktwirtschaft, die Vollbeschäftigung und sozialen Fortschritt verfolge.

Ebenso sei es unabdinglich, die soziale Dimension bei der Wirtschaftsplanung herauszustreichen. Man könne sich nicht nur auf die wirtschaftliche Ebene konzentrieren. Das Wirtschaftsmodell der europäischen Union, das erfolgreich sein wolle, brauche die Unterstützung der Bürger. Dabei gebe es zwei wichtige Elemente als Grundvoraussetzungen: mehr Nachdruck auf Beschäftigung und soziale Leistung sowie eine bessere wirtschaftliche Koordinierung in der Europäischen Union und in der Eurozone.

Das Europäische Parlament habe diesbezüglich einen ausgewogeneren

Ansatz gefordert zwischen wirtschaftlichen und sozialen Faktoren, dies vor allem im Rahmen des Europäischen Semesters. Dieses Europäische Semester solle auch dafür sorgen, dass die Ziele der Strategie EU 2020, wenn es um Arbeitsplatzbeschaffung gehe, erreicht würden. Und deshalb müsse der Prozess auch in diese Richtung gelenkt werden. Soziale Angelegenheiten, Beschäftigungsaspekte sollten Hand in Hand gehen mit marktwirtschaftlichen Überlegungen.

Vor diesem Hintergrund habe das Europäische Parlament zwei konkrete Maßnahmen gefordert, die kurzfristig ergriffen werden könnten: Zunächst sollten sich die Minister der Eurogruppe und der Beschäftigung vor den Eurogipfeln treffen, um sicherzustellen, dass Beschäftigungs- und soziale Fragen im Rahmen der Diskussionen und der Entscheidungen besser zum Tragen kommen. Zweitens könnten gemeinsame Treffen zwischen den EU-Räten organisiert werden, damit hier kohärente Positionen entwickelt würden. Im Europäischen Parlament hätten diesbezüglich gemeinsame Ausschusssitzungen stattgefunden mit den jeweiligen Kommissaren zur Verbesserung des Dialogs. Indikatoren wie „Qualität der Arbeit“, „Kinderarmut“, „Zugang zur Gesundheitsversorgung“ und „Obdachlosigkeit“ sollten dabei in Betracht gezogen werden. Letztlich sollte jeder Bürger Zugang finden zu adäquater Bildung und zu effektiven sozialen Schutzsystemen, damit diese die Schwächsten der Gesellschaft schützen könnten.

Gewerkschaftsorganisationen wie die CESI spielten hier eine Schlüsselrolle. Sie sollten die neuen sozialen Politiken beeinflussen. Es gelte, in einem offenen, ehrlichen Dialog dafür zu sorgen, dass die Sozialpolitik nicht nur als Kostenfaktor betrachtet werde, sondern dass strukturelle Marktreflexionen auch langfristige Vorzüge schafften, ohne dass dabei Tarifvereinbarungen ausgehebelt würden. Die Einkommen der Beschäftigten müssten den Lebensbedingungen angepasst werden. Es habe sich herausgestellt, dass Einsparmöglichkeiten kontraproduktiv gewesen seien im Sinne des sozialen Zusammenhalts. Die Bekämpfung der öffentlichen Verschuldung durch Austeritätsmaßnahmen habe zu großen Mängeln geführt. Vielmehr müsse die soziale Dimension im Herzen einer wirtschaftlichen Planung in der Europäischen Union stehen. Soziale Indikatoren sollten aus diesem Grunde ebenfalls Berücksichtigung finden bei jedweder Planung oder Empfehlung.



CESI-Präsident Romain Wolff (r.), zusammen mit (v.l.n.r.) CESI-Generalsekretär Klaus Heeger, CESI-Ehrenpräsident Peter Heesen und CESI-Vizepräsident Domingo Fernández Veiguela

Die CESI – ein wichtiger Akteur

Im Namen der Luxemburger Regierung und zugleich des luxemburgischen EU-Ratsvorsitzes überbrachte Staatssekretär Marc Hansen die Glückwünsche zum 25. Jahrestag der CESI. Seit 25 Jahren, so Marc Hansen einleitend, habe die CESI konstant an der Verbesserung der europäischen sozialen Dimension gearbeitet. Und seit 2005, Zeitpunkt der Anerkennung der CESI als Sozialpartnerin auf europäischer Ebene, habe sich die Europäische Union der Unabhängigen Gewerkschaften ständig eingebracht in den sozialen Dialog. Somit sei die CESI zu einem wichtigen Akteur geworden, wenn es darum gehe, die Arbeits- und Lebensbedingungen zu verbessern. Mit 43 europäischen Berufsverbänden als Mitglieder gebe die CESI auch denjenigen eine Stimme, die normalerweise keine Stimme gefunden hätten im Rahmen des europäischen sozialen Dialogs. Die CESI schließe demzufolge die Lücke zwischen den unabhängigen Gewerkschaften in der EU und den Entscheidungsträgern in Brüssel.

Die CESI gebe ihren Mitgliedsorganisationen die Möglichkeit, über die nationalen Grenzen hinaus zu wirken. Als europäischer Dachverband schließe sie somit auch den Graben zwischen den nationalen Politiken und der europäischen Politik. Soziale Themen seien heutzutage in der Tat nicht mehr nur eine nationale Angelegenheit, sondern zusehends eine europäische Frage.

Gerade in den letzten Jahren, in Zeiten der Krise und der Konsolidierung, hätten die wirtschaftlichen und sozialen Ziele zueinander finden müssen, wahrlich kein leichtes Unterfangen. „Wir müssen sicherstellen, dass die Verbesserung der sozialen Lage der Menschen eine Priorität überall in der EU ist und zu gemeinsamen Aktionen der EU und ihrer Mitgliedstaaten führen muss“, so Staatssekretär Marc Hansen weiter. Um aus dieser Krise herauszufinden, bräuchten wir nicht nur wirtschaftliche und infrastrukturtechnische Aktivitäten. Vor allem bräuchten wir die humane Komponente. Demnach sei es wichtig, die soziale Zielstellung der EU zu stärken – und die soziale Dimension der europäischen Union sei eine Priorität der luxemburgischen Ratspräsidentschaft. Soziale Unterschiede schwächten nicht nur die wirtschaftliche Performance der EU, sondern auch die soziale und politische Stabilität der Europäischen Union. Und deshalb müssten wir die soziale Dimension verbessern und die gesamten Governments-Strukturen der EU überdenken, vor allem in der Eurozone.

In der Praxis gebe es zwei unterschiedliche Welten: die Wirtschaftswelt mit ihren Zwängen und ihren Zielvorgaben, die nicht unbedingt berücksichtigten, was im sozialen Bereich passiere, auf der einen Seite und die soziale Welt auf der anderen. Es gelte schlicht und ergreifend, ein

Gleichgewicht zu finden. Vor diesem Hintergrund unterstütze die luxemburgische Ratspräsidentschaft die Vorstellung von Präsident Jean-Claude Juncker, dass Europa ein Triple A erhalte. Das gelinge aber nur dann, wenn wir die Konvergenz der Einzelstaaten nach oben hin und nicht nach unten hin förderten: Konvergenz für mehr Gleichheit, mehr Reichtum und mehr Wohlbefinden in den Mitgliedstaaten.

Die Realität allerdings sei leider allzu oft eine andere, so Marc Hansen weiter. Es müssten immer größer werdende Unterschiede zwischen den EU-Ländern bekämpft werden, vor allem in der Eurozone. Die Förderung gemeinsamer sozialer Standards fuße auf bestehenden Regeln der Verträge. Und deshalb müssten wir uns mit der Frage auseinandersetzen, wie eine Einhaltung dieser sozialen Normen gewährleistet werden könne, im Rahmen der Strukturreformen und vor dem Hintergrund des Europäischen Semesters.

Es sei sicherlich zu begrüßen, dass die Kommission der Wiederbelebung des sozialen Dialogs so viel Bedeutung beimesse. Die luxemburgische Präsidentschaft unterstütze dieses Bestreben der Europäischen Kommission. Es gehe darum, gemeinsam Wachstum zu fördern und die Arbeitsplatzbeschaffung voranzutreiben. Der soziale Dialog sei ganz besonders dann wichtig, wenn schnelle Ergebnisse erzielt werden müssten. Es gelte, die unterschiedlichen Meinungen aller Stakeholders zu konsolidieren: Industrie, Sozialpartner, nationale und internationale Plattformen und Verwaltungen.

Die luxemburgische Präsidentschaft jedenfalls pflege den fortlaufenden Dialog und konsultiere die Sozialpartner laufend, sagte Marc Hansen mit Blick auf die in Luxemburg stattfindenden Dreiergespräche im Rahmen der nationalen Tripartite, basierend auf einem kontinuierlichen Dialog zwischen Regierung, Arbeitgebern und Gewerkschaften zu wichtigen wirtschaftlichen Themen. Die Gespräche seien stets konsensorientiert. Dieses Modell sei bereits in den 70er Jahren geschaffen worden nach der tiefen Stahlkrise, welche die gesamte Luxemburger Gesellschaft erschüttert habe. Und dieser Dialog sei längst zu einer Norm geworden. Ursprünglich ein Krisenelement, abgestellt auf die Stahlwirtschaft, habe sich die Tripartite im Laufe der Jahre institutionalisiert und sei zu einer Plattform mutiert für die Sozialpartner.

Konvergenzmotor anwerfen

Nach Darstellung von Michel Servoz, Generaldirektor der Generaldirektion „Beschäftigung“ der Europäischen Kommission, sei 2015 dasjenige Jahr gewesen, in dem die Kommission mit an ihrer Spitze Präsident Jean-Claude Juncker den Sozialdialog habe neu ankurbeln wollen. So bemühe sich die EU-Kommission in der Tat, den sozialen Dialog auf europäischer Ebene wie-

der zu lancieren und ihn auch in den Mitgliedstaaten neu zu beleben.

Bezüglich der Wirtschafts- und Finanzkrise sei auffallend, dass ausgerechnet diejenigen Länder, die im sozialen Dialog am stärksten seien, diese Periode am besten geschafft hätten. Die wirtschaftlich am besten aufgestellten Mitgliedsländer seien diejenigen Staaten, die auch den stärksten sozialen Dialog pflegten, Länder, in denen die Sozialpartner die Entscheidungen mitfällten und nicht die alleinigen Regierungen. Es handle sich dabei auch um diejenigen Nationen, bei denen der soziale Schutz am weitesten entwickelt sei. Die Sozialpartner hätten eine entscheidende Rolle gespielt, als es darum gegangen sei, aus diesen Staaten wirtschaftlich erfolgreiche Länder zu machen.

Die neue Kommission, die seit 2014 bestehe, widme dem sozialen Dialog größte Bedeutung. So beinhalte das Portfolio von Kommissions-Vizepräsident Dombrovskis neben dem Europäischen Semester auch den sozialen Dialog. Seit sie im Amt sei, bemühe sich die Kommission darum, die soziale Dimension der europäischen Politik zu mehren. Sie bediene sich dabei einiger Werkzeuge wie zum Beispiel dem eben schon erwähnten Europäischen Semester.

Von Anfang an habe die Europäische Kommission die soziale Dimension des Europäischen Semesters betonen wollen. Parallel dazu habe sie aber auch die Rolle der Sozialpartner innerhalb der Mitgliedstaaten weiter stärken wollen. Es gebe in der Tat Länder, in denen der soziale Dialog nicht sehr weit entwickelt sei. In einigen Mitgliedstaaten sei der soziale Dialog selbst mit Konflikten behaftet oder führe nicht immer zu ausgewogenen Beschlüssen. Und hier müsse dann die Kommission verstärkt eingreifen. Das gehe so weit, dass in den neuen Leitlinien zur Beschäftigung, die für fünf Jahre Gültigkeit hätten, es einen Leitfaden gebe, der die Rolle der Sozialpartner betreffe. Die Europäische Kommission habe demzufolge die Aufgabe darüber zu wachen, dass der soziale Dialog in diesen Ländern so optimal wie nur möglich laufe.

Bezüglich des Arbeitsrechts und der sozialen Normen habe Präsident Juncker angekündigt, dass er an diesem Pfeiler der sozialen Rechte arbeiten wolle. Die Ausgangssituation sei dabei die Feststellung, dass im Rahmen der Wirtschaftskrise die Divergenzen zugenommen hätten. Europa habe jahrzehntelang als Konvergenzmotor gewirkt. Und während der Krise hätten wir festgestellt, dass Ungleichheiten zwischen und innerhalb der Mitgliedstaaten entstanden seien. Es gelte demnach, diesen Konvergenzmotor wieder anzuwerfen.

Dieser Pfeiler der sozialen Rechte betreffe die Modernisierung der Gesetzgebungen im sozialen Bereich und im Beschäftigungsbereich, aber auch Vorschläge zum Arbeitsschutz, zur Gesundheit und zur Sicherheit am Arbeitsplatz, eine Agenda über die Kompetenzen und die Qualifikationen sowie Maßnahmen für eine bessere Vereinbarkeit von Familie und Arbeitsleben. Es gelte demnach, „die Ärmel nun hochzukrempeln“, um all diesen Herausforderungen zu begegnen.

Mit der CESI, nicht gegen die CESI

Als Schlussredner unterstrich auch CESI-Generalsekretär Klaus Heeger die Bedeutung des Europäischen Semesters, das die CESI ihren Mitgliedsorganisationen näherbringen wolle. Die CESI, das seien rund fünf Millionen Beschäftigte und 43 Mitgliedsorganisationen, die im sozialen Dialog nicht außen vor gelassen werden könnten. Es gebe in der Tat viel zu tun, nicht nur in den Bereichen Soziales oder



Seit ihrer Gründung habe die CESI die Unabhängigkeit, vor allen Dingen die politische Unabhängigkeit, der Gewerkschaftsbewegung garantieren und erhalten sowie den Gewerkschaftspluralismus in einem sich wandelnden Europa gewährleisten wollen, richtete sich CESI-Präsident Romain Wolff an die Teilnehmer an der 25-Jahr-Feier.



Im Namen der Luxemburger Regierung und zugleich des luxemburgischen EU-Ratsvorsitzes überbrachte Staatssekretär Marc Hansen die Glückwünsche zum 25. Jahrestag der CESI. Seit ihrer Gründung habe die CESI konstant an der Verbesserung der europäischen sozialen Dimension gearbeitet, sagte er.



Für den Vizepräsidenten des Europäischen Parlamentes, Dimitris Papadimoulis, ist es unabdinglich, die soziale Dimension bei der Wirtschaftsplanung herauszustreichen. Es gehe darum, Europa erneut zu dem zu machen, was es einmal gewesen sei: zu einem Raum des Reichtums, basierend auf Stabilität, Wachstum und einer kompetitiven sozialen Marktwirtschaft, die Vollbeschäftigung und sozialen Fortschritt verfolge.



Nach Darstellung von Michel Servoz, Generaldirektor der Generaldirektion „Beschäftigung“ der Europäischen Kommission, bemühe sich die Kommission mit an ihrer Spitze Präsident Jean-Claude Juncker darum, den Sozialdialog neu anzukurbeln. Ziel sei es, den sozialen Dialog auf europäischer Ebene wieder zu lancieren und ihn auch in den Mitgliedstaaten neu zu beleben.

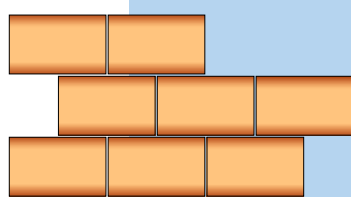
Beschäftigung. Europa stehe nun mal vor großen Herausforderungen. Und deshalb sei der Zusammenhalt ja auch so wichtig. Diese Aufforderung ergehe nicht nur an die Vertreter der Sozialpartner, sondern auch an die Vertreter der Gesellschaft und der Think Tanks. Und Klaus Heeger wörtlich: „Es ist besser, mit der CESI zu arbeiten als ohne die CESI oder gar gegen die CESI“.

Steve Heiliger

CGFP-Baukredit



Ihr Vorteil

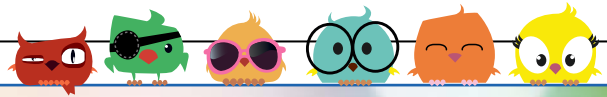


Ein **Direkt**-Abschluss
Ihres Bausparvertrages bei
der Oeuvre CGFP d'Epargne-
Logement, der Fach-Einrichtung
der Berufsorganisation der
öffentlichen Funktion, sichert
Ihnen den landesweit schnellsten
und günstigsten Kredit.

Für unverbindliche, vertrauliche
und kompetente Beratung:

Tel.: 47 36 51

CGFP  **Logement**



„Familie und Beruf besser vereinen“

Vor knapp einem Jahr wurde die zweite Kindertagesstätte der öffentlichen Funktion in Ingeldorf eröffnet



Vor fast einem Jahr, genauer gesagt im Januar 2015, hat die zweite Kindertagesstätte des öffentlichen Dienstes mit dem liebevollen Namen „Butzenascht“ ihre Türen auf Nr. 13 an der Rue du Berger in Ingeldorf (Gemeinde Erpeldingen an der Sauer) für ihre kleinen Besucher geöffnet. Die Grundlage dafür bildete das Besoldungsabkommen aus dem Jahre 2011, das die Einrichtung von zwei zusätzlichen Kindertagesstätten für die öffentliche Funktion vorsah. Seitdem können in den entsprechend freundlich und kindergerecht eingerichteten Räumlichkeiten bis zu 27 kleine Gäste empfangen werden, die in zwei Altersgruppen eingeteilt sind: bis zu zwölf Kinder von 0 bis 2 Jahren und bis zu 15 Kinder zwischen 2 und 4 Jahren.

Dass es sich bei den spontan von den Gemeindeverantwortlichen um den damaligen Bürgermeister André Bauler bereitgestellten Gebäulichkeiten ausgerechnet um eine vormalige Struktur für Früherziehung („Enseignement précoce“) handelte, kam eher gelegen. „Der Rahmen stimmte“, bringt Direktorin Audrey Fischer die Sache auf den Punkt. Das heißt allerdings nicht, dass keine Anpassungsarbeiten mehr erforderlich gewesen wären. Das Gegenteil war der Fall. In Kindertagesstätten gelten andere Normen und Sicherheitsstandards als in schulischen Einrichtungen. Trennwände mussten gezogen werden, um beispielsweise Schlafräume, die in einer Schule wohl seltener vorhanden sind, einzurichten. Die Sanitäranlagen mussten dem Alter der potentiellen Besucher angepasst werden. Und die Einrichtung eines bescheidenen Büroraums für verwaltungstechnische Angelegenheiten erwies sich ebenso als unerlässlich.

Dass das „Butzenascht“ mit seinen hellen, freundlich und altersgerecht eingerichteten Räumlichkeiten den Anforderungen einer modernen, zeitgemäßen Auffangstruktur für Kleinkinder bestens gerecht wird, davon konnten wir uns bei einem Besuch vor Ort überzeugen. Wohlfühlen kann man sich hier allemal. Mit viel Liebe zum Detail wurden die Instandsetzungsarbeiten durchgeführt. Die Kindertagesstätten haben generell einen Betreuungs- und

Erziehungsauftrag und müssen alleine schon daher hohen fachlichen und organisatorischen Standards entsprechen, um Kindern eine optimale Förderung zu gewährleisten. Die Räumlichkeiten des „Butzenascht“ wurden unter Berücksichtigung der geltenden Bestimmungen an gerade diese Bedürfnisse angepasst. Sie sind groß, hell und einladend und bieten viel Platz für diverse Aktivitäten.

Dabei ist der Name gewissermaßen Programm. Selbst im normalen Sprachgebrauch wird „Butzenascht“ ganz allgemein mit Geborgenheit und Ruhe assoziiert. Gleichzeitig sollen den kleinen Gästen in einem familiär gehaltenen Umfeld soziale Eigenschaften vermittelt und deren Selbständigkeit gefördert werden, wie Direktorin Audrey Fischer erklärt. Besonderen Wert werde darauf gelegt, die Eltern weitgehend mit einzubinden, so beispielsweise bei gemeinsamen Aktivitäten wie einer am 18. Dezember stattfindenden Weihnachtsfeier, in deren Rahmen der Zusammenhalt zwischen Kindertagesstätte auf der einen Seite und Eltern auf der anderen Seite gestärkt werden soll. Entscheidungen sollen nicht einseitig getroffen, sondern im Konsens erzielt werden. Audrey Fischer: „Wir pflegen einen ausgezeichneten Kontakt zu den



– ausgerechnet das Zentrum der sogenannten „Nordstad“ gewählt wurde, kam nicht von ungefähr. Zum einen haben sich die zuvor als Schuleinrichtung genutzten Räumlichkeiten – wie oben bereits erwähnt – geradezu angeboten, hier eine „Crèche“ einzurichten. Zum anderen wurde man damit aber auch einer gerade in dieser Region des Landes wachsenden Nachfrage nach entsprechenden Einrichtungen

besser unter einen Hut zu bekommen. Einzige Voraussetzung, um einen Platz im „Butzenascht“ anzustreben: Ein Elternteil muss im öffentlichen Dienst beschäftigt sein.

Geöffnet ist das „Butzenascht“ durchgehend von morgens 7 Uhr bis abends 18.30 Uhr. Betreut werden die kleinen Gäste ausschließlich von Fachpersonal, bestehend aus einer Direktorin und drei weiteren ausgebildeten Erzieherinnen. Daneben zählt eine Raumpflegerin zum festen Personalbestand. Die Mahlzeiten werden indes aufgrund einer Kooperation in der in unmittelbarer Nähe zur Kindertagesstätte gelegenen „Maison Relais“ vom Luxemburger Roten Kreuz zubereitet.

Zum Tagesablauf gehört jeden Morgen kurz vor 9 Uhr eine sogenannte Kinderkonferenz, die sich aus beiden Altersgruppen zusammensetzt. Gefrühstückt haben die kleinen Besucher zu dem Zeitpunkt bereits. Anhand eines Piktogramms werden der Tagesablauf festgelegt und die ausgewählten Aktivitäten durchgeführt. Nach dem Mittagessen ist eine Ruhezeit vorgesehen. Anschließend stehen dann, nach einem Imbiss, weitere Aktivitäten auf dem Programm oder das Freispiel, das sich aus dem spontanen Tätigwerden der Kinder entwickelt, wird gefördert.

Erwähnen wir der Vollständigkeit halber, dass in der mit dem Beamtenministerium konventionierten Kindertagesstätte „Butzenascht“ die „Chèques-services“ nach wie vor Anwendung finden. Eltern müssen ihre „Chèques-services“-Karte bei der Gemeindeverwaltung ihres Wohnortes beantragen. Erst dann kann die Einschreibung vorgenommen werden. Die Abrechnung erfolgt über das „Syndicat Intercommunal de Gestion Informatique“, kurz SIGI.

s.h.



Eltern. Das zeigt sich auch bei den Bilanzgesprächen, die beim Wechsel von der einen Altersgruppe in die andere anstehen. Die Eltern kennen ihre Kinder am besten.“ Die Beziehung und die Zusammenarbeit mit ihnen seien ein wichtiges Kriterium für ein sinnvolles pädagogisches Handeln.

Dass als Standort für die zweite Kindertagesstätte der öffentlichen Funktion – die erste Einrichtung dieser Art mit Namen „Kaweechelchen“ befindet sich bekanntlich in Luxemburg-Belair

gerecht. In unmittelbarer Nähe gibt es eine Vielzahl von Verwaltungen und Schulen, in denen weitgehend junge Eltern von Kleinkindern beschäftigt sind. Es ist nun mal eine Tatsache, dass heute beide Elternteile berufstätig sind. Tagesstätten wie das „Butzenascht“ ermöglichen es ihnen, Kind und Beruf



Informationen und Anmeldungen:

Crèche Am Butzenascht
Crèche de la Fonction Publique

13, rue du Berger

L-9161 INGELDORF

Tél.: 24 55 98 98

Fax.: 24 55 98 98 98

E-mail: butzenascht@cgfp-services.lu



Vos projets
ont de l'avenir

Charlotte,
future
présidente d'association

Louis,
futur
artisan boulanger

BGL BNP PARIBAS

S'ENGAGE POUR CONCRÉTISER VOS PROJETS
AU LUXEMBOURG

Répondons à vos besoins dans l'une de nos agences,
par téléphone au 42 42-2000 ou sur bgl.lu

BGL
BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

bgl.lu

BGL BNP PARIBAS S.A. (50, avenue JF Kennedy, L-2951 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg : B6481) Communication Marketing Juillet 2014

B

eieneen doheem

FANN DÄIN DOHEEM MAT E PUER KLICKEN OP B-IMMOBILIER.LU
B IMMOBILIER – IMMOBILIEBERODUNG AN -TRANSAKTIOUNEN

B

NEW

BUY

RENT

44 rue de Vianden
L-2680 Luxembourg
T 26 44 13 88

44 rue GD Charlotte
L-7520 Mersch
T 621 551 171

7 rue du Marché
L-9260 Diekirch
T 26 81 13 99

B IMMOBILIER

BINGEN & ASSOCIÉS

poggen
pohl

LA PERFECTION

204 Route d'Arlon - L-8010 Strassen - Tél.: (+352) 26 11 98 50 - www.kitchenstore.lu
Horaires : Du lundi au vendredi de 9h30 à 18h30 non-stop - Le samedi de 9h30 à 18h00 non-stop

Cuisines by
KITCHEN
Store

Umweltgerechte Abfallwirtschaft

CGFP erhält Qualitätslabel „SuperDrecksKëscht fir Betriber“

Kurz vor Jahresende kann die CGFP noch einen Erfolg in Sachen Umweltschutz verbuchen. Tatsächlich können sich die Büroräume in Merl nun mit dem Qualitätslabel „SuperDrecksKëscht® fir Betriber“ schmücken, das an Unternehmen und Institutionen vergeben wird, die jeglichen unnötigen Abfall vermeiden und sich aktiv an der Mülltrennung beteiligen.

Das von der Umweltverwaltung sowie der Handwerkskammer verliehene Qualitätslabel „SuperDrecksKëscht® fir Betriber“ wurde 1992 ins Leben gerufen und gilt als anerkanntes Gütezeichen für umweltgerechte Abfallwirtschaft im Betrieb. Für den Erhalt des Qualitätslabels werden folgende Kriterien beurteilt: die Motivation aller Beteiligten, die Umsetzung von Abfallvermeidungsmaßnahmen, sichtbare und zugängliche Sammelstationen, eine sichere und umweltgerechte Lagerung, sortenreine Abfallsammlung, eine hochwertige und transparente Abfallverwertung und -entsorgung sowie ein umweltbewusstes Management. Nur Firmen und Institutionen, die die umfassenden abfallwirtschaftlichen Anforderungen dieser Aktion in die tägliche Praxis umsetzen, werden schließlich mit dem Label ausgezeichnet.

Die CGFP stellte sich in dieser Hinsicht schnell als Musterschüler heraus. Unter dem Impuls von CGFP-Mitarbeiterin Cristelle Coelho wurden unter anderem spezielle Behälter aufgestellt, durch die der Haushaltsmüll reduziert und die Kosten für dessen Entsorgung gesenkt werden können. Jeder einzelne Mitarbeiter beteiligt sich nun an der Mülltrennung, indem Papier, Plastik, Batterien usw. gewissenhaft in die dafür vorgesehenen Behälter von der „SuperDrecksKëscht®“ sortiert und ent-



„SuperDrecksKëscht®“-Beraterin Romaine Stracke (Mitte) überreicht das Qualitätslabel an CGFP-Präsident Emile Haag, umgeben von (v.l.n.r.) Paule Rodesch, Generalsekretär Romain Wolff und Cristelle Coelho

sorgt werden, um später zu Recyclingzwecken wiederverwendet werden zu können. Besuchern der Büroräume der CGFP dürfte außerdem aufgefallen sein, dass neuerdings kein Wasser in Plastikflaschen mehr serviert wird, sondern in umweltfreundlichen Glasflaschen. Diese Neuerungen hatte die CGFP so schnell umgesetzt, dass sie binnen weniger Monate alle Voraussetzungen erfüllte und am 1. Oktober das Label von der „SuperDrecksKëscht®“ entgegennehmen konnte.

Die Erfüllung der Kriterien wird nun in jährlichem Abstand überprüft. Kandidaten, die das Qualitätslabel bereits seit fünf Jahren ohne Unterbrechung tragen, werden zusätzlich mit einem Diplom ausgezeichnet. Ab diesem Zeitpunkt erfolgt die Überprüfung der Kriterien nur noch alle zwei Jahre.

Mehr als 3.500 Unternehmen in Luxemburg haben diesen Schritt zu einer umweltbewussteren Abfallwirtschaft gemacht und wurden mit dem Label

„SuperDrecksKëscht® fir Betriber“ zertifiziert. Die Vorteile von Recycling sind nun mal nicht von der Hand zu weisen. Zum einen wird dadurch Energie gespart, die für die Produktion von Neuwaren erforderlich wäre, zum zweiten kommt es automatisch zu einer Verringerung der Müllmengen auf den Depo-nien. Darüber hinaus können so auch die Finanzierungskosten für Rohstoffe und ihre Verarbeitung gesenkt werden. Derzeit werden in manchen Ländern Europas nahezu die Hälfte der entstehenden Abfälle wiederverwertet, ein wichtiger Schritt gegen die Verschmutzung und für den Erhalt der Umwelt.

Eine wichtige Voraussetzung für die stoffliche Verwertung ist die möglichst sortenreine Sammlung der Wertstoffe oder die leicht mögliche Abtrennung vom übrigen Abfall. Viele Materialien, die wiederverwertet werden können, werden heute leider immer noch häufig im normalen Haushaltsmüll entsorgt. Dazu zählen unter anderem Batte-

rien, Baustoffe, Textilien (Kleidung und Stoffe), Möbel, Metall, Lacke und Öl, Papier, Plastik, Glas, Holz, Tonerkartuschen und Tintenpatronen, Elektrogeräte und sogar Autos. Die Produkte, die aus den wiederverwerteten Materialien entstehen, sind so vielfältig wie ausgefallen. So können die ausgedienten Jeans in einem aufwendigen Prozess zu Vliesstoffen verarbeitet werden, die schließlich als Heckablagen in der Automobilindustrie verwendet werden und aus alten Plastikflaschen entsteht, neben neuen PET-Flaschen oder Folien, abermals Polyester, aus dem Textilien hergestellt werden. Durch das Recycling von Altpapier zu neuem Papier muss wiederum weniger Holz in die Produktion mit einfließen.

Glücklicherweise wächst das Bewusstsein für eine nachhaltigere Lebensweise, besonders bei der heranwachsenden Generation, stetig. So liegt die kreative Abfallverwertung, das sogenannte „Upcycling“, heutzutage zunehmend im Trend. Die Laptop-Tasche aus alten LKW-Planen oder der Tisch aus ausgelagerten Holzpaletten und -kisten zählen schon längst zu den etablierten Produkten in der Szene. Immer mehr junge Designer legen selbst Hand an. Ihre Ideen werden dabei immer origineller: Aus alten Keksverpackungen entstehen Schirme, aus gebrauchten Kugelschreibern Lampen und alte Bücher und Zeitungen werden zu Schmuck verarbeitet.

Aber schon der kleinste Beitrag macht einen Unterschied! Jeder Einzelne kann sich an einer nachhaltigeren Abfallwirtschaft beteiligen, indem er bei sich zu Hause oder im Büro die nötigen Schritte unternimmt, um seinen Müll vorschriftsmäßig zu entsorgen. Die CGFP beteiligt sich nun also auch an diesem steigenden Umweltbewusstsein und unterstützt diese Denkweise voll und ganz. Eine kleine Anstrengung vieler Einzelner macht einen großen Unterschied für den Erhalt und Schutz unseres Lebensraums.

p.r.



CGFP-Newsletter

Immer topaktuell unter www.cgfp.lu

Abonnieren Sie jetzt die CGFP - Newsletter



RENAULT
Passion for life

Renault KADJAR

Vivez plus fort



à partir de

21.250 € TVAc *

3,8 - 5,8 L/100 KM. 99 - 130 G CO₂/KM.

* Renault Kadjar Life Energy TCe 130. Prix catalogue de base sans option TVAc au 01/11/2015.

Renault préconise **elf**

◆ DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.

renault.lu

RENAULT GASPERICH
2 rue Robert Stumper
L - 2557 LUXEMBOURG
40.30.40.1

RENAULT ESCH-SUR-ALZETTE
rue Jos Kieffer
L- 4176 ESCH-SUR-ALZETTE
57.29.76.1

RENAULT DIEKIRCH
26 Route d'Ettelbrück
L - 9230 DIEKIRCH
80.88.80.1

Cours de formation et d'appui scolaires



Cours d'appui, de rattrapage, de révision et de méthodologie pour les élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique luxembourgeois

Inscription et informations (**Attention: nouvelles heures d'ouverture!**)

(mardi: de 9h30 à 11h30 et de 14h30 à 16h30)
(mercredi et vendredi: de 9h30 à 11h30)
(jeudi: de 14h30 à 16h30)

Tél.: 26 77 77 77 afas@cgfp.lu
http://www.cgfp.lu/cgfp_services

AFAS 
Association de Formation
et d'Appui scolaires a.s.b.l.



**pour une fonction publique
indépendante, unie et solidaire**

Stehen Sie nicht im Abseits – Werden Sie noch heute Mitglied der



Die CGFP bietet:

- ✓ **Wirksame Berufsvertretung, besonders Ihrer moralischen und materiellen Interessen und erworbenen Rechte**
- ✓ **Gratisabonnement auf die Verbandszeitung „fonction publique“**
- ✓ **Kostenlose juristische Beratung in Beamtenrechtsfragen**
- ✓ **Kostenlose Auskunft und Unterstützung in Gehalts-, Pensions-, Krankenkassen- und Steuerangelegenheiten**

sowie ein umfassendes Dienstleistungsangebot:

- ✓ **CGFP-Bausparen (mit Sofortkredit)**
- ✓ **CGFP-Versicherungen (alle Sparten)**
- ✓ **Krankenzusatzversicherung**
- ✓ **CGFP-Sterbekasse (mit Zugang zur „Caisse chirurgicale“)**
- ✓ **Zusatzpensionsversicherung**
- ✓ **Service CGFP de Placement (Geldanlage)**
- ✓ **CGFP-Konsumkredit („petits prêts“)**
- ✓ **Fondation CGFP de Secours / CGFP-Hilfswerk**
- ✓ **CGFP-Reiseagentur Lux Voyages**
- ✓ **Kindertagesstätten „Kaweechelchen“ und „Am Butzenascht“**
- ✓ **CGFP-Nachhilfevermittlung für die Sekundarstufe „AFAS“**

Und so einfach geht's:
Untenstehende Karte ausfüllen und einsenden an:

CGFP
Boîte postale 210
L-2012 Luxembourg

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE
DE LA FONCTION PUBLIQUE
Boîte postale 210
L-2012 LUXEMBOURG

CGFP

Déclaration d'adhésion

Je soussigné(e) déclare par la présente que j'adhère à la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP.

J'autorise le Bureau Exécutif de la CGFP à prélever sur mon compte-courant le montant de la cotisation annuelle.

Nom et prénom:

Domicile: Code postal no

Rue: no

Administration/Service:

Fonction: Date de naissance:

CCP ou
compte bancaire no: IBAN LU

....., le

(signature)

REMARQUE: La cotisation annuelle, qui est actuellement fixée à 55,00 € (retraités/veuves: 35,00 €), comprend l'abonnement au périodique «fonction publique» et donne droit à toutes les prestations de la CGFP.



Des racines profondes, des branches solides

Fondé il y a plus de soixante ans au Luxembourg, le groupe KBL epb puise ses racines à travers l'Europe et vous offre de prendre appui sur des branches solides.



EUROPEAN
PRIVATE BANKERS

AMSTERDAM | BRUXELLES | GENÈVE | LONDRES | LUXEMBOURG | MADRID | MONACO | MUNICH | PARIS

WWW.KBL.LU

CGFP-Audio-Nachrichten zum Downloaden

Unsere neuesten Audio news finden Sie
auf unserer Webseite unter:
www.cgfp.lu/audionews.html

Sie besitzen ein Smartphone
oder ein Tablet? –
Dann hören Sie doch
einfach mal rein.



Viandes fraîches
Gibier - Volaille
Charcuteries
Salaisons

A[®]WIETOR

VIANDES EN GROS

www.wietor.lu



19A, rue de Haller

L-6312 Beaufort

Tél : 83 64 85-1

Fax : 86 90 87

e-mail : wietor@internet.lu



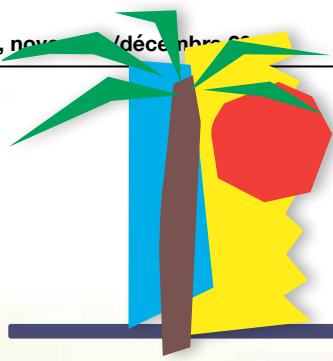
Accessibilité pour tous



ThyssenKrupp

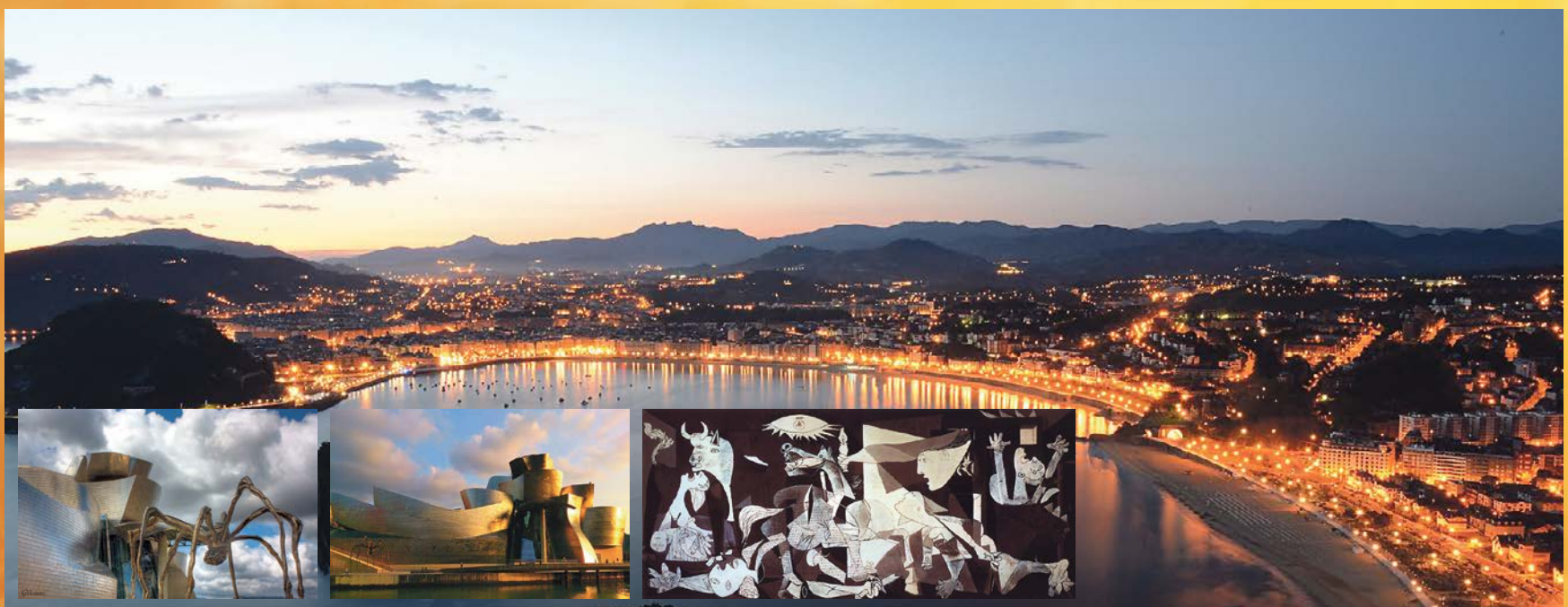
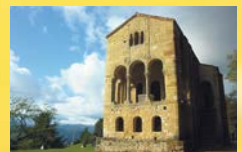
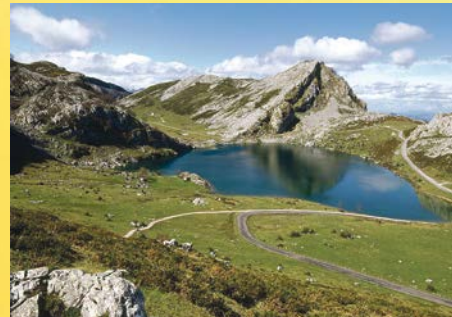
Tel.: 40.08.96

THYSSENKRUPP ASCENSEURS S.à r.l.
E-mail: luxembourg@thyssenkrupp.com



LUX VOYAGES

Nordspanien Paradores-Rundreise mit flair



Eine wilde Küste, grüne Hügel und die Kalkzacken der Picos de Europa, die sich kühn in den Himmel recken – grandios ist die Vielfalt der Landschaften auf dieser Studienreise durch das Baskenland, durch Kantabrien und Asturien. Noch spektakulärer: das Spektrum der Kunstwerke, das von Höhlenmalerei über romanische Kirchenkunst zu Meilensteinen der Moderne reicht. Die Nordspanier sind kulinarische Genießer, somit dürfen Sie sich auch auf eine Schlemmertour freuen – mit kunstvollen Tapas, deftiger Landküche, Früchten des Meeres, Picknick in den Bergen und Weinprobe in einer Bodega. Stilvolle Basis für unsere Ausflüge: drei Paradores, Hotels in ehemaligen Klöstern und Palästen, mit viel historischem Flair. Sie möchten auch eigene Wege gehen und Extratouren auf eigene Faust genießen? Ihr Reiseleiter hat etliche abwechslungsreiche Alternativen zum Programm für Sie bereit.

Reisepreis ab 2.095€ / Person im DZ, inklusive

- Linienflug (Eco) von Frankfurt nach Bilbao und zurück
- Transfers, Ausflüge und Rundreise in bequemem klimatisiertem Reisebus
- 9 Übernachtungen, davon 8 in stilvollen Paradores
- Halbpension (außer Tag 6)
- Studiosusreiseleitung und örtliche Fremdenführer

Termine 2016: 13.5. / 27.5. / 8.7. / 9.9. / 23.9.

Gerne beraten wir Sie und stellen Ihnen die ausführliche Reisebeschreibung dieser und einer Vielfalt anderer Studienreisen vor. Wenden Sie sich einfach an Lux Voyages, Ihre CGFP-Reiseagentur.



LUX VOYAGES s.à r.l.

25-A, boulevard Royal
L-2449 Luxembourg
Tel.: 47 00 47 • Fax: 24 15 24
luxvoyages@cgfp.lu



Mehr IQ für mehr qm!

Mit BHW zuverlässig in die eigenen vier Wände

Wohneigentum ist alles: Vermögensaufbau, Anlageoptimierung, solide Altersvorsorge. Sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

Die CGFP ist der BHW Bausparpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.

 **BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg**
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, www.bhw.lu

